

DIXIÈME ANNÉE

Subvention du Conseil Général

Travailler pour la Corse



Et dans tous les Domaines

# REVUE de la CORSE

ANCIENNE et MODERNE

Historique, Littéraire et Bibliographique

## SOMMAIRE

Pages

COLONNA DE GIOVEL- LINA (général).....	<i>Le général Gentili.....</i>	105
FRANCESCHINI E.....	<i>Une guerre religieuse en Corse en 1797 : la Cro- cetta (2<sup>e</sup> partie).....</i>	122
DE CASABIANCA (PIERRE).....	<i>Le mariage de Pascal Paoli.....</i>	147
NOUVELLES en quelques lignes : Géographiques, économiques et ton- ristiques.		



## DIRECTION :

Professeur A. AMBROSI-R., 9, Place du Général-Beuret, PARIS (XV<sup>e</sup>)

COMPTE POSTAL : Paris 813.42 — TÉLÉP. : Vaugirard 01.12

## A NOS LECTEURS

---

La *Revue de la Corse*, fondée en 1919 par M. CLAVEL, se tient à l'écart de toute question politique et ne se soucie que des questions scientifiques et économiques relatives à la grande île française. C'est une publication illustrée de 48 pages au moins et paraissant tous les deux mois, soit six numéros par an.

Le montant de l'abonnement annuel est maintenu au-dessous de sa valeur commerciale, car la Direction persiste dans son intention d'en faire un organe de vulgarisation des questions corse, à la portée de toutes les bourses. Il est de quinze francs pour la France et les colonies, de vingt francs pour l'étranger.

Toutefois, la Direction, pour lui permettre d'accroître l'abondance du texte et de l'illustration, accepte volontiers que les abonnés portent spontanément leur versement à vingt et à vingt-cinq francs.

Elle leur demande davantage : c'est de communiquer la *Revue* et de recruter des abonnés. Plus le nombre en sera grand, plus l'importance du périodique augmentera.

Elle prie instamment les abonnés de lui faire connaître leurs changements de résidence et de domicile.

Elle accepte enfin les offres de publicité commerciale (feuilles rouges) dans le seul but de couvrir en partie ses dépenses. Les tarifs, identiques à ceux des autres *Revues*, sont de 500 francs pour une page annuelle, de 250 francs pour une demi-page, de 150 francs pour un quart de page.

Encourager cette *Revue* est un acte de patriotisme qui n'a jamais été plus nécessaire.

\*\*

Le Directeur informe les abonnés de la *Revue*, dont le montant de l'abonnement ne lui est pas encore parvenu, qu'il leur fera présenter en septembre, par la poste, une quittance de recouvrement augmentée des frais, qui s'élèvent à deux francs.

Compte-courant 813.42 Paris.

# REVUE DE LA CORSE

## ANCIENNE ET MODERNE

---

### Le Général de Division Gentili

1743-1798 <sup>(1)</sup>

---

Issu d'une vieille famille de Corse (2) dont une branche s'était fixée à St-Florent en 1620, Antoine Gentili naquit en 1743, dans la jolie petite ville de ce nom (San Fiorenzu), l'antique Nebium (3), aux confins de la province du Cap-Corse où les Gentile \*, seigneurs de Brando, Nonza, etc., avaient fait longtemps grande figure. On disait même l'*Albergo Gentile* pour désigner l'ensemble de cette famille et des autres maisons de chevalerie auxquelles elle était alliée : les Da Mare, les de Turca, les Avogari, les Negroni et les Santelli.

Fils d'un compagnon de Paoli, Francesco Antonio (4), il prit part, tout jeune encore, aux luttes que les Corses sou-

---

(1) **La Grande Encyclopédie**, et d'autres dictionnaires biographiques qui se sont successivement copiés, placent sa naissance en 1751 et à Ajaccio. C'est une double erreur.

(2) **L'Armorial Corse** de Colonna de Cesari Rocca (1890-92) ne fait pas mention, on ne sait pourquoi, des Gentile ; mais cette lacune est comblée dans l'ouvrage plus récent, **Histoire du Cap-Corse** (1923) de M. Camille Piccioni, ancien ministre plénipotentiaire, qui en a reproduit très en détail l'arbre généalogique.

(3) La ville actuelle a pris naissance en 1439 avec le gouverneur génois Janus de Campo-Fregoso.

(\*) L'historien s'étonne de la confusion fréquente entre le nom de Gentile et celui de Gentili. L'abbé Letteron lui-même, dans sa traduction des **Osservazioni Stonche** de Rossi, écrit tantôt avec une orthographe, tantôt avec l'autre (Cf. pages 115 et 326 et **passim** liv. XIV). Il semble bien cependant, d'après Renucci, contemporain du général, qu'il faille adopter définitivement Gentili, comme l'auteur de cet article le fait, d'après les pièces d'archives du ministère de la Guerre. Et alors la question suivante se pose : la famille **Gentili** de Saint-Florent est-elle de la même souche que la famille **Gentile** de Nonza ? La confusion était facile. (**Note de la rédaction**).

(4) Sa mère s'appelait Caterina Alessandrini et était de Canari : elle eut deux fils et deux filles.

tinrent contre la tyrannie génoise (5) et ayant perdu son père, tué sous ses yeux dans une rencontre contre l'ennemi héréditaire (6), il fut recueilli par le « *Général de la Nation* » et s'attacha à sa fortune.

Pour être logiquement décrite, l'existence de Gentili devrait être divisée en trois périodes, mais bien inégales. Pendant la première, qui se passe exclusivement en Corse, et sur laquelle nous avons peu de détails, il défend, fidèle auxiliaire de Paoli, son pays natal, d'abord contre Gênes, puis contre les soldats de Louis XV, commandés par le comte de Vaux.

Pour la seconde, la plus longue (plus de vingt ans d'exil) nous sommes encore moins renseignés, mais elle ne présente pas d'intérêt historique et rentre plutôt dans le domaine de la vie privée.

Quant à la troisième (moitié moindre chronologiquement) c'est celle où le futur général, rallié à la France, mais à la France révolutionnaire, met son épée au service de la République et sert cette dernière avec intelligence, fermeté et courage, sur un plus vaste théâtre, dans des circonstances difficiles pour sa nouvelle patrie, mais glorieuses pour le vétéran qu'il est déjà (45 ans).

Devenu un des meilleurs lieutenants de Bonaparte, il ne verra même pas l'avènement au Consulat de son génial compatriote et mourra auparavant, à bout de forces, sans avoir connu l'Empire sous lequel tant de généraux corses se sont illustrés.



Nul n'ignore que l'indépendance corse sombra le 8 mai 1769 à Pontenovu, où les nationaux malgré leur vaillance ne purent lutter contre l'habileté manœuvrière du général en chef français, contre sa brave et nombreuse infanterie, sa belle artillerie modèle Gribeauval.

Mais ce que l'on sait moins, c'est que la consigne imprudente, interprétée trop à la lettre, et qui eut des conséquences si tragiques pour l'issue de cette désastreuse journée, n'est pas dûe à notre Gentili, mais à un homonyme, son

(5) Tyrannie dont son père avait eu bien à souffrir, car nous savons par l'abbé de Germanes (**Histoire des révolutions de Corse**, tome 2, page 87) qu'il fut longtemps détenu à la tour de Gênes comme prisonnier d'Etat de la République ligurienne.

(6) L'affaire de Patrimoniu (1<sup>er</sup> août), avant Pontenovu.

parent éloigné peut-être, un comte autrichien qui avait quitté le service de l'impératrice Marie-Thérèse pour le gouvernement de Paoli, et commandait les deux compagnies de Suisses et d'Allemands préposées à la garde du trop célèbre pont.

A chacun suivant ses œuvres, et la mémoire de notre héros alors bien jeune (26 ans au plus) ne doit pas être chargée de cette fatale maladresse.

La relation de ce triste épisode a été donnée par plusieurs auteurs. On trouvera ci-dessous celle d'un contemporain, celle de l'abbé de Germanes, la première en date (7).

Après cette défaite, beaucoup plus grave au point de vue moral que militaire, et en présence des nombreuses défections qu'elle détermina chez ses partisans, Paoli se rendit compte de l'inutilité d'une plus longue résistance. Complètement découragé, sachant combien la France avait de partisans parmi ses compatriotes, il gagna, suivi de son frère Hyacinthe et d'un groupe de fidèles (environ trois cents) Portu-Vecchiu où, le 13 juin 1769, deux bâtiments de l'amiral anglais Smittoy le recueillirent et le transportèrent avec les siens à Livourne d'où il gagna l'Angleterre.

Il devait cependant revoir la Corse, mais bien longtemps après (après plus de vingt ans), quand elle fut devenue partie intégrante de la France et qu'un décret de l'Assemblée nationale, sanctionné par Louis XVI, eut amnistié et rappelé les intransigeants de la première heure.

En attendant les temps fixés par le Destin, l'ex-chef d'Etat vécut modestement à Londres, employant généreusement au soulagement des pauvres expatriés, la majeure partie de la pension annuelle de 2.000 livres sterling que lui faisait le gouvernement du roi Georges III.

Gentili était du nombre de ces proscrits, et c'est ici que se termine la première phase de sa vie, celle de sa jeunesse,

---

(7) « Battus et poursuivis les Corses tâchent de regagner le pont (du Golo considérablement grossi par la fonte des neiges)... Des deux sommets qui le dominent, des feux plongeants les écrasent. Les Corses veulent fuir et ne trouvent pas d'issue. Gentili, dans la vue d'augmenter leur valeur, en leur ôtant la ressource de la fuite, avait fait barer (sic) l'extrémité du pont. Un corps de déserteurs allemands leur oppose la baïonnette au bout du fusil. Désespérés de cet obstacle, ils deviennent la proie des Français. Ceux qui échappent aux armes des vainqueurs trouvent leur tombeau dans le fleuve qui les emporte ». (*Histoire des Révolutions de Corse*, tome III, p. 138, ouvrage paru de 1771 à 1776).

pendant laquelle il s'était ardemment dépensé pour ce qui était alors son idéal, et pour l'homme qu'il devait plus tard combattre, mais qui incarnait alors, à ses yeux, sa patrie insulaire.



Les années d'exil, et leur oisiveté relative, dûrent peser lourdement sur un homme aussi actif, au caractère aussi bien trempé, qu'Antoine Gentili. On peut croire qu'il ne se désintéressa pas de la Corse, mais on est réduit aux suppositions. Ce qu'il y a de certain, c'est que le compagnon de jeunesse de Paoli, forcé de déposer les armes, dut se consacrer à la politique.

Bénéficiaire de l'amnistie générale et rentré dans ses foyers avec son ancien chef, en 1790 (8), il ambitionna et obtint les suffrages de ses concitoyens. Le district d'Oletta l'envoya siéger à l'assemblée départementale composée de trente-six membres (9), et lorsque cette assemblée eut décidé que deux des siens se rendraient à Paris pour apporter à la Constituante les témoignages de fidélité et de reconnaissance de la Corse entière, ce furent Antoine Gentili et le célèbre Pozzo di Borgo que choisit Paoli, son président.

C'est à partir de ce moment que l'on constate l'évolution rapide de son esprit, le renversement de ses sympathies, et son adaptation aux idées nouvelles. Paoli qui avait déjà vu se séparer de lui un grand nombre des principales familles de l'île (Renucci en cite nominalement trente-trois, sans compter les autres) fut très sensible à l'abandon de Gentili (10).

(8) Avant de quitter Londres, Paoli écrivit à son ami Gentili : « Quelle que soit la main qui donne la liberté à notre patrie, je la baise avec toute sincérité de zèle et d'empressement... »

(9) Un décret du 15 Janvier 1790 avait créé 83 départements ; la Corse en était un. Plus tard (11 août 1793), pour rompre l'unité du mouvement séparatiste, la Convention divisa l'île en deux départements, celui du Golu (Bastia) et celui du Liamone (Ajaccio), organisation qui dura jusqu'au 19 Avril 1811.

(10) La devozione così manifesta alla repubblica di tante famiglie ragguardevoli dell'isola... la partenza da Corte di alcuni tra i più cari di Pasquale Paoli, uno de quali il colonnello Antonio Gentili, l'amico della sua gioventù, quello che lo aveva seguitato a Londra nel suo esilio, che gli era stato durante vinti anni indivisibile compagno, quello infine che reduce con lui in patria aveva preso parte a suoi trionfi e alle sue glorie, tutte queste cose, dico, diedero molto a pensare a Pasquale Paoli... » Renucci : **Storia di Corsica**, tomo primo, p. 390.

On se rappelle que l'échec piteux, dû à des causes multiples en Février 93, de l'expédition de Sardaigne, d'ailleurs désapprouvée par Paoli, en fit rendre ce dernier responsable par ses ennemis. Il amena la Convention, mal informée, à une mesure extrême, fâcheusement précipitée : l'envoi en Corse, par décret du 2 Avril, de trois de ses membres, Saliceti (11), Lacombe St-Michel et Delcher, pour y faire une enquête sur la situation de l'île et les agissements de Paoli.

On doit se souvenir également que celui-ci, humilié et poussé à bout, eut le tort de convoquer à Corte — mesure évidemment illégale — une Consulte générale de ses compatriotes qui décida de refuser l'obéissance aux trois commissaires, annula leurs actes et nomma généralissime Paoli que, de son côté, la Convention déclara « *traître à la Patrie* » et mit hors la loi, avec ses partisans.

La guerre était déclarée et la Corse se séparait de la France.

Sur les trois conventionnels, choisis parmi les plus exaltés (ils avaient tous voté la mort du malheureux Louis XVI), il y en a un qui nous intéresse particulièrement, car tandis que ses deux collègues ne firent que passer en Corse, lui seul y prolongea son séjour et y joua un rôle de premier plan. Je veux parler de Lacombe Saint-Michel, ou plus simplement Lacombe, du Tarn, comme il se faisait appeler, car les noms aristocratiques étaient dangereux à l'époque.

Né en 1753, entré au service en 1765, cet ancien officier de l'armée royale, chef de bataillon d'artillerie en 1792, assumait la direction supérieure de la défense de l'île contre les Anglais, que Paoli, en désespoir de cause, avait appelés à son aide, et contre leurs alliés les paolistes, maîtres de l'intérieur. Ce conventionnel en mission eut, comme nous allons le voir, la plus grande influence, et la plus heureuse, sur la carrière de Gentili. L'ancien colonel de Pascal Paoli lui dut ses débuts dans l'armée française comme chef du 16<sup>e</sup> bataillon d'infanterie légère (à St-Florent sa ville natale, le 18 avril 1793), et sa promotion rapide aux grades de général de brigade (St-Florent, 17 brumaire an II, 8 novembre 93), et de général de division (Bastia, 30 germinal suivant,

---

(11) Les collègues électoraux de la Corse avaient envoyé à la Convention Saliceti (Christophe) qui avait déjà siégé à l'Assemblée nationale, le chanoine Multedo, l'abbé Andréi, Luce de Casabianca (capitaine de vaisseau), Chiappe et Bozio.

19 avril 94). Avancement extraordinaire mais d'ailleurs absolument mérité, non pas seulement par ses blessures, mais plus encore par ses hautes qualités morales et la confiance qu'il inspirait.

Nous allons voir combien, dans sa vie trop courte, il la justifia.

★★

Après l'évacuation de Toulon (décembre 1793), l'amiral Hood fit voile vers la Corse, avec quarante vaisseaux. Le 5 février il se montrait sur les côtes de Balagne, en vue de St-Florent où le représentant Lacombe St-Michel commandait en personne avec un millier d'hommes et deux compagnies du 61<sup>e</sup> (ex-Vermandois). « La ville, assise au fond du golfe, était en 1794, lit-on dans l'ouvrage de Girolami-Cortona, protégée par les tours de la Mortella et de Fornali. Hood, ayant vainement bombardé la première, débarqua dans les environs plusieurs régiments sous la protection des miliciens paolistes commandés par César Petriconi.

La tour de la Mortella, malgré la valeur déployée par la garnison, ne tarda pas à tomber au pouvoir des Anglo-Corses. L'accès de la tour de Fornali était plus difficile à cause d'une batterie (12) placée par Gentili sur l'un des contreforts abrupts du mont Stolli.

Après avoir constaté l'impossibilité d'atteindre cette batterie par le côté qui surplombait la tour, l'ennemi tourna la montagne et s'établit sur son sommet (13). Les feux plongeants de quatre canons de fort calibre eurent bientôt raison de la batterie Gentili ; la tour de Fornali, assaillie furieusement de tous côtés, capitula quelques jours après, et St-Florent que Lacombe s'était empressé d'évacuer ouvrit

(12) A prima vista inexpugnabile (Renucci).

(13) Les Anglais — dit l'historien Ambrosi — y parvinrent après des prodiges d'énergie et d'adresse ; le capitaine Cook fit monter par deux cents marins quatre pièces de 18 et deux mortiers sur une colline plus élevée. On attachait de grosses cordes autour des rochers, puis on adapta à ces cordes les plus fortes poulies et les plus puissants palans. Les canons furent posés sur des traîneaux à l'un des bouts des palans et les hommes hâlerent en tenant l'autre bout... Pendant quatre jours, Fornali fut bombardé (du 14 au 17 février) et le 17, dans la nuit, l'assaut donné par l'ennemi épouvanta la garnison qui abandonna le fort aux cris de « sauve qui peut ». La panique gagna St-Florent que Lacombe dut évacuer précipitamment le 19 février, et se propagea jusqu'à Patrimoniu. Les fuyards ne s'arrêtèrent qu'à Teghime (**Histoire des Corses et de leur civilisation**, page 495).

aussi ses portes aux Anglais (26 Février). En relisant Renucci on a l'impression que cet abandon fut prématuré, que tout n'était pas perdu et que cette défense eut pu être un peu prolongée.

En tous cas pour Gentili l'honneur était sauf, et quand plusieurs fois blessé (14), il quitta sa ville natale qu'il ne pouvait plus défendre, ce ne fut qu'après avoir fait sauter sa propre maison.

Ainsi, sur les trois places maritimes où, pressées de tous côtés par les paolistes, les troupes républicaines s'étaient retirées, il ne restait plus que Calvi et Bastia, mieux fortifiées. La défense héroïque de la première par le général Raphaël de Casabianca n'entre pas dans le cadre de cette étude. Quant à Bastia, dont c'était maintenant le tour d'être attaquée par terre et par mer, le général Gentili devait, en la défendant avec son abnégation et sa bravoure habituelles, montrer qu'il n'avait rien perdu de ses qualités militaires, et suppléer à ce qui manquait à Lacombe St-Michel, cependant ancien officier d'artillerie (15), mais chez qui un patriotisme sincère, doublé de vantardise, ne remplaçait pas suffisamment une énergie intermittente.

Les mêmes assaillants, les mêmes défenseurs allaient donc se trouver de nouveau face à face, et notre général, combattant au début sous les ordres du même représentant du peuple, et plus tard comme chef suprême de la garnison, allait être encore l'âme de la défense.

---

(14) A propos de la première tentative des vaisseaux anglais contre St-Florent (22 septembre 93), Renucci dit simplement « il generale Gentili (légère erreur, il ne le fut que six semaines après) le rispinse si gagliardamente, che se ritornarono a Tolone ». Dans sa relation de l'assaut de Farinole (à quatre milles de St-Florent et défendu avec acharnement) le même auteur se contente de dire : « Il generale Gentili e alcuni ufficiali vi restarono feriti ».

Heureusement les Archives administratives de la Guerre sont plus explicites ; on y lit : « 1<sup>o</sup> Blessé d'un coup de feu au pied, le 22 septembre 1793 (vieux style) à Fornali, dépendance de St-Florent, en repoussant les Anglais qui avaient fait un débarquement. 2<sup>o</sup> Blessé grièvement de deux coups de feu, l'un à la tête et l'autre à la cuisse, le 24 Brumaire, an 2 (24 novembre 93), à l'attaque de Farinole occupé par les rebelles, en présence du représentant du peuple Lacombe St-Michel ».

(15) Et qui le redevint, quand il n'eut plus un rôle politique à jouer. On le retrouve dans l'armée impériale avec le grade de général de division (de l'an VI) et l'emploi d'inspecteur général de son arme.



Malgré notre vif désir de faire revivre les péripéties de ce siège célèbre, le format de cette Revue nous oblige à nous « borner », comme dirait Boileau. L'excellent résumé qu'en donne l'ouvrage de M. Ambrösi (page 497) mettra d'ailleurs suffisamment en relief le rôle de Gentili et, pour avoir plus de détails, on les trouvera dans Renucci.

La population civile, sous l'impulsion de son énergique maire Galeazzini, prêta jusqu'au dernier moment (22 mai 1794), le concours le plus absolu à la garnison, et, quoique éprouvée par les privations endurées, ne connut pas le découragement (16). Bel exemple perdu pour Lacombe qui crut avoir fait suffisamment en nommant divisionnaire le 1<sup>er</sup> floréal (20 avril) notre héroïque brigadier et en lui remettant tous ses pouvoirs.

Quant à lui, il s'échappait le 25 avril pour aller chercher des renforts et du ravitaillement (voir aux Appendices II et III ses lettres du 30 germinal et du 6 floréal an II), bon prétexte pour laisser à son subordonné le rôle ingrat et la responsabilité d'une capitulation éventuelle (18).

Elle eut lieu quatre semaines plus tard, après une belle résistance de trois mois (23 Février-22 Mai) qui valut aux assiégés les conditions les plus honorables (19), dont plus tard

(16) Voici la traduction de la lettre que le général Gentili écrivit au maire : « Il y a lieu, en vérité, citoyen, de louer le zèle, l'activité et le désintéressement que montrent les braves habitants de Bastia, tant en coopérant à la défense de la cité qu'en concourant à la construction de nos batteries. Le représentant du peuple en est pleinement satisfait et la fera connaître à la Convention. Ce qu'il y a de plus urgent, citoyen, c'est de terminer les travaux de la tranchée des Capanelle et de la batterie Pelletier, dans la journée de demain. Je vous prie instamment d'amener au moins cinquante terrassiers (17) pour s'occuper de terminer la dite tranchée des Capanelle et d'inviter le reste de la population à courir réparer celle de St-Erasme ». (Renucci, tome 2, page 25).

(17) Le texte italien dit **Zappajuoli**, expression sans doute locale, car le mot est en italique.

(18) Il ne faudrait pas cependant sous-estimer Lacombe St-Michel. Lui aussi avait été blessé en Corse, au combat de Farinole et il devait l'être plus tard en Italie au passage de l'Adige (**Archives de la Guerre**).

(19) Ils eurent les honneurs de la guerre, le droit de conserver leurs armes et de se faire transporter à Toulon. Enfin, fait très rare, dans l'histoire des capitulations, ils gardèrent le droit de reprendre immédiatement du service dans les armées de la République (Ambrösi, ouvrage déjà cité).

(5 août) et pour les mêmes motifs, bénéficiera également la garnison de Calvi.

Ainsi cette fois, plus heureux qu'à Toulon, l'amiral Hood avait réussi dans son expédition et complètement atteint son but. Le lecteur curieux de renseignements supplémentaires devra se reporter aux *Mémoires* du colonel anglais Samuel Rice, dont M. Clavel a eu l'heureuse idée de publier un important fragment dans la *Revue de la Corse*, de 1920-21, numéros 5 à 10. Il y retrouvera d'intéressants détails sur l'armée anglaise de l'époque et en particulier sur les sièges de St-Florent, Bastia et Calvi, « vus de l'autre côté de la barricade ».

\*\*\*

Après la chute de Bastia (3 prairial an II) nous retrouvons Gentili sur le continent. Appelé à l'armée d'Italie, commandée alors par Schérer, il fait partie de la division de droite, Masséna, à partir du 1<sup>er</sup> Fructidor, et pour ceux qui pourraient s'étonner de le voir subordonné à un autre général de division, nous rappelons qu'il ne l'était lui-même qu'à titre provisoire. Plus tard seulement, confirmé comme divisionnaire, il servit en cette qualité sous Schérer et Bonaparte.

Un relevé de services qu'il fournit à cette occasion et daté d'Ormea, 20 Fructidor an II (7 septembre 94), se termine par l'apostille suivante qu'y ajouta son chef immédiat, Masséna, avant de le transmettre au haut commandement : « Depuis un mois que ce général est entré dans la division que je commande, il a montré du zèle et de l'exactitude, mais je dois observer qu'il est attaqué (sic) d'une surdité et autres infirmités *qu'il lui donne le droit* d'obtenir sa retraite militaire. » Nous reproduisons fidèlement le français incorrect du grand Niçois.

Fussions-nous bien documentés, la participation de notre compatriote à cette guerre de montagne contre le Piémont, nous entraînerait trop loin, et d'ailleurs, de son rôle en sous-ordre forcément modeste et très bref (1<sup>er</sup> fructidor an II au 15 frimaire an III, soit trois mois et demi de l'année 94), rien de saillant n'a surgi (20). Arrivons tout de suite à un événe-

---

(20) Dans l'ouvrage **Victoires et Conquêtes des Français**, on trouve, tome 4, p. 257-58, le récit d'une reconnaissance faite sous la direction du général Laharpe en juillet 95 sur Rocca Barbena et Campo di Pietri, par un fort détachement de la 16<sup>e</sup> demi-brigade légère commandée par un Gentili (mort comme divisionnaire ajoute-t-on en note). Dans cette reconnaissance qui dégénéra en sérieux combat,

ment qui, s'il avait abouti, aurait pu être gros de conséquences : l'organisation sur les côtes de Provence d'une expédition maritime à laquelle Gentili devait participer et dont le commandement était confié au général divisionnaire Mouret, un vieux soldat qui, après avoir franchi laborieusement les bas grades s'était élevé à cet échelon supérieur. Son quartier-général était à Hyères, et ses troupes devaient s'embarquer à Port-la-Montagne (le nouveau nom révolutionnaire de Toulon).

Mais quelle était leur destination ? Le dossier de Gentili ne le dit pas, et c'est seulement par celui de Mouret que nous la connaissons. Cette mystérieuse « expédition maritime » comme on se contentait de l'appeler, fut d'ailleurs contremandée (21) : « Tout était prêt pour le départ pour « la Corse — dit une lettre du général Mouret, du 12 prairial an II (1<sup>er</sup> juin 94), lorsque l'événement malheureux de « Bastia est venu suspendre le départ ».

On y renonça définitivement et le seul résultat pour Gentili (22) fut de le faire bénéficier des notes élogieuses suivantes, de son chef temporaire : « Les principes républicains du général de division Gentili sont à toute épreuve ; « on peut rendre justice à sa conduite morale et politique « ainsi qu'à son civisme. Il (a) donné dans toutes les circonstances des preuves de bravoure ». Et c'est signé : le général commandant en chef les troupes destinées à l'expédition maritime : Mouret.

On avait sans doute songé à cet officier général assez obscur, parce qu'il connaissait la Corse (où il avait été trois fois, disent ses états de service). Quoiqu'il en soit, si l'idée d'enlever l'île aux Anglais était alors prématurée, elle devait

il y eut nombre de blessés et ce Gentili fut du nombre. Il ne peut être question, croyons-nous, en comparant les dates, de notre Gentili **as plus que de l'autre** divisionnaire du même nom, son parent (1760-1825), qui fit toute sa carrière dans la gendarmerie et nous penchons à croire qu'il s'agit du frère cadet du général qui était effectivement chef de bataillon à l'époque indiquée. Il ne devint pas général, mais on a dû confondre les deux frères.

(21) Elle l'avait d'ailleurs déjà été une première fois, avant même que Gentili ait été désigné pour en faire partie et c'est ce qui explique la phrase de Mouret faisant certainement allusion à la capitulation de Bastia (22 mai 94).

(22) Du moins le seul résultat heureux, car en dehors de la déception, elle lui accasionna aussi, à propos de ses chevaux, un déboire financier dont il est question dans l'Appendice VIII.

être reprise par Bonaparte, et nous verrons plus tard Gentili en assurer la réalisation.

★★

Par un arrêté du Comité de Salut Public en date du 11 Brumaire an IV (3 novembre 95) et signé de Cambacérès, Merlin, Daunou, Jourdan et Echassériaux), Gentili reçut l'ordre de se rendre à Hyères « pour commander, sous les ordres du général en chef de l'armée d'Italie, les troupes qui se trouvaient, tant dans les isles de ce nom qu'au fort de Brégançon, ainsi que celles postées aux batteries destinées à la défense de la rade ».

La lettre de service et les instructions que Schérer, en conformité de ce qui précède, envoya à Gentili, éprouvèrent des vicissitudes, et nous savons par un rapport du chef d'état-major de cette armée (Gauthier) au ministre de la Guerre le général Aubert du Bayet (23), que le courrier qui en était porteur fut assassiné puis dévalisé par les brigands connus sous le nom de *Barbets*, et qu'un duplicata de l'arrêté et de la lettre de service fut réclamé (3 Pluiose an IV).

Cette nouvelle situation pour notre général était tout à fait conforme à ses désirs et appropriée à son état de santé, mais elle n'avait été obtenue qu'avec les plus grandes difficultés, comme on le verra aux Appendices (pièces VI et X, par suite du principe adopté alors de ne point laisser d'officier général corse à l'armée d'Italie. La demande instantane que Gentili avait dû faire au Comité pour y être maintenu, demande apostillée chaleureusement par Lacombe St-Michel et par ses collègues de la Corse à la Convention (Arrighy (sic), Luce de Casabianca, Bozio, Andrei, Multedo), ainsi que par un autre personnage important à signature indéchiffrable (celle sans doute d'un chef hiérarchique faisant allusion à l'affaire du 13 Vendémiaire) « où le citoyen général Gentili a montré beaucoup de bonne volonté et de décision » (24) obtint d'être agréée par l'autorité suprême.

(23) Aubert du Bayet (général de division) fut nommé ambassadeur à Constantinople en quittant le Ministère et y mourut.

(24) Il doit être question de la journée historique du 13 Vendémiaire an IV (4 octobre 95) et de la lutte contre les sections de Paris où Bonaparte joua un rôle si important. Le général Gentili se trouvait dans la capitale, en instance du commandement qu'il devait obtenir (Voir sa lettre du 19 du même mois), était à pied et sans doute offrit-il son concours pour écraser ce mouvement royaliste.

Il n'avait pas fallu moins que l'affirmation répétée que la santé débilisée de Gentili lui rendait matériellement impossible un pareil déplacement et, comme dernier argument, l'offre de démission du général, pour que la décision qui l'envoyait servir à l'armée du Rhin, sous les ordres de Pichegru (et qui plus est, comme simple général de brigade) fut annulée (voir Appendices V et VII).

La réclamation énergique de l'intéressé, revêtue d'un avis favorable de Schérer, et appuyée vigoureusement (V. Appendice VIII) par Chiappe et les autres représentants de la Corse, obtint gain de cause et eut pour effet de ne plus remettre en question l'emploi de divisionnaire du général (25). C'est ainsi que notre compatriote, dans des fonctions encore importantes mais exigeant un effort physique moindre, put reprendre des forces et, sous un climat meilleur, redevenir plus apte à ce que de nouvelles circonstances allaient exiger de lui.

\*\*

Le moment était venu, en effet, où les Anglais, après deux ans et demi d'une occupation dont leur gouvernement finit par se lasser, la trouvant trop onéreuse, allaient abandonner la Corse. Si, comme dit Jollivet, ils étaient pressés de la quitter, en conformité des ordres émanés de la Métropole, les Français l'étaient encore davantage d'y pénétrer (26). A la première rumeur de l'évacuation parvenue à Livourne, toutes les dispositions furent prises en vue d'une expédition en règle (27).

Bonaparte, mis au courant par Gentili, écrivait au Directoire, de son quartier général de Modène, le 26 Vendémiaire

(25) Qui ne fut cependant confirmé dans son grade que le 10 brumaire an IV (2 novembre 95) par le Directoire.

(26) « Napoleone e Saliceti scrivevano al Direttorio esecutivo ch'era ormai tempo di pensare alla ripresa della Corsica troppo vergognosamente dimenticata, e ricevevano dai quinqueviri tutte le autorizzazioni a questo uopo ». Renucci.

Prescrivevano quindi ad ogni rifuggito corso atto alle armi di recarsi a Livorno sotto gli ordini del generale Antonio Gentili (*Histoire* de Renucci déjà citée, tome 2, page 100).

(27) Voir dans le **Bulletin de la Société des Sciences Historiques de Corse** (1923) l'important article publié, d'après les papiers de M. le Chanoine Letteron, par M. le Professeur Ambrosi. Il est intitulé : « La Corse sous l'occupation anglaise, correspondance du Lt-général Gentili, commandant des troupes de la République en Corse (1796-1797). » Nous ne pouvons qu'y renvoyer le lecteur.

an V : « Citoyens Directeurs, vous trouverez ci-joint, la lettre que je viens de recevoir du général Gentili. Il paraît, d'après elle, que la Méditerranée va devenir libre. La Corse, restituée à la République, offrira des ressources à notre marine et même un moyen de recrutement pour notre infanterie légère. Le Commissaire du Gouvernement Saliceti part ce soir pour Livourne et se rendra en Corse. Le général Gentili va commander provisoirement les troupes » (28).

Par le même courrier, Bonaparte donnait au « citoyen général » Gentili les instructions les plus détaillées pour son arrivée en Corse et les premières mesures à prendre. Ces instructions sont trop longues pour être reproduites ici (29). Après les avoir reçues et s'être concerté avec Saliceti, Gentili donna l'ordre au général Casalta, son compatriote, de s'embarquer pour l'île, et ce dernier mit à la voile, emmenant avec lui une compagnie de gendarmes et plusieurs centaines de volontaires corses.

L'escadrille quitta le port toscan le 25 vendémiaire (15 octobre) par un gros temps, et grâce au relachement de la croisière que les Anglais, occupés désormais ailleurs, avaient tenue jusqu'à ce jour près de Livourne et sur les parages corses, elle parvint à se rapprocher de l'île. Le lendemain matin, elle atterrissait au petit port de Maccinaggiu, au Cap Corse.

Mais les Anglais avaient, depuis le 25 septembre, décidé l'évacuation de l'île. Les lettres de l'amiral (alors commodore) Nelson, nous apprennent comment elle fut effectuée. A Bastia, l'embarquement des approvisionnements et des munitions commença le 15 octobre et continua sans interruption jusqu'au 19, au coucher du soleil. Dans la nuit, l'avant-garde de Casalta atteignait la basse-ville, attendant le départ des ennemis qui avaient menacé, s'ils étaient inquiétés de « détruire les batteries bastiaises et de jeter la ville à bas ». En tout cas, l'arrivée des Franco-Corses avait

---

(28) Bonaparte ne pouvait faire un meilleur choix. Plus tard, dans sa brève mais célèbre lettre du 3 frimaire an V datée de Vérone, il écrivait à Miot, nommé Commissaire extraordinaire en Corse : « Vous y trouverez le général Gentili qui commande cette division. C'est un honnête homme, généralement estimé dans le pays ».

(29) On les trouvera, ainsi que la lettre précédente toute entière, dans l'ouvrage de Maurice Jollivet : **Les Anglais dans la Méditerranée** (1794-1797), page 279 et suivantes, Paris 1899.

activé leur embarquement. Le coup hardi de Casalta s'était bien terminé.

De son côté, le commandant Bonelli (30) avait été non moins heureux à Ajaccio. La ville natale du général en chef de l'armée d'Italie avait été évacuée dès le 16 et la population avait fait aux nouveaux occupants un accueil enthousiaste.

Saint-Florent était de toutes les places maritimes la seule où les Anglais demeuraient encore. De Bastia, le vice-roi Elliot (31) et Nelson s'étaient rendus directement dans sa rade avec trois vaisseaux, et les convois partis d'Ajaccio et de Calvi étaient venus les rejoindre successivement.

Casalta, résolu à trancher sans plus tarder le seul lien par lequel la Grande-Bretagne se rattachait encore à l'île, réunit de nouveau sa troupe, et avec trois pièces de canon prit la route de Saint-Florent. Il paya d'audace jusqu'à sembler le gouverneur de se rendre dans un délai d'une heure.

Il faut dire qu'il se savait suivi de très près par Gentili. Celui-ci venait, en effet, de débarquer de Livourne, avec un millier d'hommes, de l'artillerie et des convois de munitions. Les deux généraux ne tardèrent pas à faire leur jonction et ils prenaient déjà leurs dispositions d'attaque lorsque la garnison toute entière, gouverneur en tête, effectua à la fois son départ et son embarquement. Une heure après il n'y avait plus qu'un seul vaisseau ennemi dans la rade... Comme le dit M. Jollivet à qui nous empruntons ce paragraphe, la Corse était délivrée et libre, elle était à nous.

★★

Gentili, désigné, comme on l'a vu, dès le 30 août 1796,

(30) Il s'agit de François Bonelli, d'une famille de Bocognano, très dévouée aux Bonaparte. Retraité comme chef de bataillon en 1809, il mourut en 1843. Son frère, Ange-Toussaint, devint Lt-Colonel de cavalerie, fut retraité en 1820 et mourut en 1866 à l'âge de 95 ans. Un article intéressant de M. Marcaggi, sur les deux frères, a paru en 1925 dans le premier numéro de l'éphémère Revue **Kyrnos**, de M. Graziani.

(31) D'après la Grande Encyclopédie (article Gentili), le vice-roi aurait été fait prisonnier lors de la reprise de Bastia. Inutile d'insister sur le ridicule de cette légende. Sir Elliot était un fort galant homme, plein d'humanité, et c'est grâce à ses sentiments bienveillants pour les Corses, auxquels il s'était attaché, que la ville ne fut pas bombardée par Nelson, comme en avait grande envie celui-ci. Il détestait en effet les Corses à qui il devait la perte d'un œil devant Calvi.

pour récupérer la Corse, et qui y était arrivé en personne (à Bastia) le 30 octobre, devait y rester jusqu'au 18 mars suivant, et pendant ces quatre mois et demi de commandement, se consacrer tout entier, et avec un plein succès, à une tâche délicate et que sa santé, déjà précaire, rendait plus pénible (32).

On ne sait ce qu'il faut le plus admirer, de son dévouement au bien public, de son intelligente activité sans défaillance, ou de son intégrité, de sa pondération et de son tact, dans l'exercice de ses fonctions d'ordre autant administratif que militaire (et touchant même à la politique malgré la présence d'un haut commissaire civil).

La correspondance que M. le chanoine Letteron a eu le mérite de retrouver et dont M. le professeur Ambrosi a eu celui de réaliser la publication, comme secrétaire général de notre petite Académie corse, cette correspondance, disons-nous, avec les autorités supérieures, latérales, ou subordonnées, fait voir Gentili sous le jour le plus favorable, qu'il s'agisse de ses lettres à Bonaparte, ou à Berthier, Saliceti, Miot (33), Casabianca, Savy, etc., etc... Elles constituent tout un volume, remplissent un numéro du Bulletin de la Société précitée, et méritent l'attention et l'intérêt du lecteur.

A moins de trop amplifier cette étude, nous ne pouvons insister davantage sur l'œuvre réorganisatrice de Gentili, et nous allons continuer l'exposé de ses éminents services.

Sa tâche accomplie, et avec une impartialité (34) encore

(32) Elle l'empêcha d'accompagner Miot, lorsque celui-ci fut obligé d'aller en Balagne mettre fin à une rébellion locale. Ce fut l'adjudant général Franceschi qui le remplaça dans le commandement de cette colonne de police.

(33) Miot (1782-1841) que le roi Joseph fit plus tard comte de Melito, a laissé des mémoires intéressants. On y trouve tome I, page 141, le jugement suivant : « Le général Gentili, homme d'un sens très droit, « et supérieur, par son caractère élevé et sa position sociale, à toute « intrigue, se prononçait au contraire (cet **au contraire** vise Saliceti, « prédécesseur de Miot) pour la direction que je me proposais de « donner aux affaires, et à laquelle je ne pouvais d'ailleurs renoncer « sans m'écarter des intentions du gouvernement ».

Gentili et Miot, ce dernier commissaire extraordinaire du Directoire, vécurent et agirent toujours en parfait accord.

(34) On peut lire dans Renucci (tome 2, page 112) ses instances — qui furent d'ailleurs couronnées de succès — auprès du général Bonaparte, pour le faire revenir sur certaines prescriptions, trop rigoureuses, notamment à l'égard des quatre personnages qui portèrent à Georges III la couronne royale de Corse (Colonna de Cesari Rocca, Nobili Savelli, Galeazzi et Pietri).

plus méritoire à cette époque de passions et de réaction, Gentili, laissant le commandement au général Vaubois (35) en sollicita une autre, dès son retour à l'armée d'Italie, avec un emploi de son grade, dans la limite de sa santé déjà très affaiblie. Bonaparte, qui connaissait trop la valeur d'un pareil lieutenant pour ne pas l'utiliser, songea immédiatement à lui pour la nouvelle expédition qu'il projetait.

Elle était dirigée contre les Iles Ioniennes dont la chute de la République vénitienne entraînait l'occupation. Une flottille rassemblée à Venise, sous les ordres du capitaine de vaisseau Bourdé, y transporta les troupes de Gentili qui, le 28 Juin 1797, prenait possession de Corfou.

Après avoir obtenu la soumission des autres îles, il s'occupa d'en organiser l'administration.

L'importance de cette dernière est connue par une pièce concernant le général, au Ministère de la Guerre, et faisant allusion à une lettre de lui, malheureusement disparue, mais dont ce document donne un résumé suffisant. Le voici textuellement :

« Arrivée à Corfou du général Chabot (36) avec la 6<sup>e</sup> de  
« mi-brigade de bataille. Licenciement des troupes véni-  
« tiennes — garnisons de Zante, Céphalonie, Ste-Maure,  
« Cerigo. Formation de trois compagnies franches de na-  
« tionaux et d'Esclavons pour occuper les postes de Preve-  
« sa, Vonnizza, Parga et Butrinto. Le climat est tellement  
« meurtrier que le service ne peut être fait que par les gens  
« du pays. Il s'agit de donner sans cesse la chasse aux bri-  
« gands qui infestent les frontières. Organisation des Iles  
« Ioniennes en trois départements. Le peuple est content de  
« sa réunion à la France. Jusqu'à nouvel ordre, on conti-  
« nuera les abonnements et les contrats passés avec la Ré-  
« publique de Venise. Relations avec le continent suivies.

---

(35) Belgrand, comte de Vaubois (1748-1839), capitaine d'artillerie avant la Révolution, se distingua à Arcole, accompagna Bonaparte en Egypte et gouverna, pendant six mois, Malte dont les Anglais finirent par s'emparer, le 4 septembre 1800. Sénateur, il vota la déchéance de l'Empereur et, comme pair de France, la mort de Ney.

(36) Le général Chabot (1757-1837) se distingua en Vendée où il fut divisionnaire, le 29 avril 1794. A l'armée d'Italie, il commanda la première division, employée au blocus de Mantoue, et reçut le 2 février 97 la capitulation de Wurmsier. Il défendit héroïquement Corfou en 1798. Baron de l'Empire en 1811.

« avec succès. Ali-Pacha (37) a fourni plus de 600 bœufs à l'escadre du contre-amiral Brueys » (38).

On jugera par ces détails de la complication et aussi du danger pour sa vie des fonctions du pauvre gouverneur, usé déjà par son passé et que la confiance de son grand chef et, on peut le dire aussi, sa mauvaise étoile, envoyaient dans une contrée dont nous venons de voir citer l'insalubrité. Aussi ne put-il y résister et au bout de quelques mois, gravement malade, dut céder son commandement au général Chabot et s'embarquer pour la Corse où il pensait pouvoir se rétablir. Il était trop tard, hélas ! et le pauvre général succomba pendant la traversée.

★★

Ainsi mourut à 55 ans, sans avoir donné toute sa mesure, ce bon et loyal serviteur de son pays, auquel, sans interruption et jusqu'à l'extrême limite de ses forces, il avait consacré, sous les armes, les cinq dernières années (depuis avril 1793) d'une existence si tourmentée. Célibataire, il ne laissait derrière lui qu'un nom glorieux.

La municipalité de St-Florent a demandé en 1896, et obtenu l'année suivante, d'honorer le souvenir de son éminent concitoyen en donnant son nom à une de ses rues, et c'est le moins qu'elle pouvait faire. Hommage d'ailleurs assez tardif.

On trouve également, avec quelques lignes de biographie et comme pour les généraux Fiorella et Moroni, son portrait gravé dans l'ouvrage de l'abbé Galetti, et ce sont, à ma connaissance, les seuls hommages donnés à sa mémoire. Malgré qu'il y eût tous les droits, son nom ne figure pas, en effet, sur l'Arc de Triomphe de l'Etoile, oubli d'autant plus injuste que plusieurs étrangers, soldats volontaires et loyaux de la France il est vrai, ont obtenu cette faveur (39).

Une dernière réflexion. Faut-il regretter que la Providence ait abrégé la vie de ce vaillant homme ? Non, certai-

---

(37) Ali-Pacha, pacha de Janina, grande figure historique (1741-1822) ; finit par se rendre indépendant, s'empara de toute l'Albanie puis de presque toute la Grèce, amassa des trésors immenses et fit trembler la Porte. Il périt assassiné.

(38) Brueys ou Bruix (1753-1798) commanda plus tard la flotte qui conduisit en Egypte l'armée de Bonaparte. Il périt à Aboukir.

(39) On trouvera leurs noms dans le **Carnet de la Sabretache**, revue rétrospective militaire, année 1895.

nement. Déjà les anciens disaient que ceux qui mouraient jeunes étaient aimés des Dieux. Gentili fut-il même devenu Maréchal de l'Empire, qui sait ce que l'avenir lui eut réservé ? la mort glorieuse sur le champ de bataille, de Lanzi, Bessièrès et Poniatowski ? ou celle tragique et humiliante de Brune, Murat et Ney ? Le républicain convaincu et ardent qu'il était eut sûrement connu la persécution sous l'une ou l'autre Restauration.

Général COLONNA DE GIOVELLINA.

---

## Une guerre religieuse en Corse en 1797

---

# " LA CROCETTA "

---

## II

Dans le département du Golu \*, la situation avait été plus sérieuse. Plus exposé, en raison de sa situation géographique, à l'influence de Livourne et de Florence, où les partisans de Paoli exilés s'étaient réfugiés et n'avaient pas désarmé, ce département avait constamment donné des inquiétudes au gouvernement.

Le 10 brumaire an VI, Arrighi, commissaire du Directoire exécutif près l'administration centrale du Golu, jetait ce cri d'alarme : « Quatre cantons de cet arrondissement, écrivait-il, excitent mes sollicitations. Le fantôme de Paoli, le fanatisme, l'or corrupteur des Anglais que les pauvres, très nombreux, regrettent sont autant d'obstacles qui exagèrent les têtes. Les contributions publiques servent encore de prétextes aux mécontents et nous n'avons ni argent, ni munitions, ni fusils, ni canons à opposer à tous ces maux (*sic* !) physiques et moraux. La troupe ne compte que 1.500 hommes au lieu de 6.000. Les ennemis de la République se jouent de la loi comme de la vie de leurs concitoyens. L'indulgence les encourage à de nouveaux excès et les formes de la justice sont trop lentes envers eux ».

Mais à ce tableau peu encourageant il opposait les sentiments de civisme des purs républicains. « Ils n'ont que *leurs*

---

\* On a vu dans le numéro précédent (56) que la situation dans le département du Liamone, avait été assez troublée.

corps, disait-il, à opposer à toutes les attaques de l'ennemi intérieur et extérieur, mais ils donneront de nouvelles preuves de leur courage et de leur dévouement à la patrie ».

Il en était grand besoin en effet, car la situation était devenue rapidement fort grave et un rassemblement de mécontents — considérable devait bien avouer le Directoire du département — s'était formé au couvent de St-Anoine de la Casabianca. Ses griefs, qu'il devait formuler en un manifeste adressé aux « Signori catoli Patriotti del di là delli monti » étaient nombreux et, il faut bien le dire, ne manquaient pas de fondements. « Le fantôme de Paoli », le « fanatisme », « l'or-corrupteur des Anglais » pouvaient, sans aucun doute, y avoir quelque part, mais l'anarchie administrative, le despotisme, l'esprit de persécution de ceux qui détenaient le pouvoir y tenaient assurément la plus grande place.

L'exercice du culte, en particulier, avait le don d'exaspérer les « purs » qui ne concevaient pas que la République pût exister en tolérant la religion. Ici, on interdisait le son des cloches, là, on mettait en vente les maisons paroissiales, ailleurs, on pratiquait sans aucun ménagement l'inventaire des meubles et des objets sacrés, ailleurs encore, des chapelles étaient transformées en magasins à fourrages. La vue d'une soutane excitait la rage anticléricale des tyranneaux de village. A la fin, les persécutés n'y tinrent plus. Un jour, à l'appel de quelques-uns plus déterminés que les autres, une réunion se tint au couvent de Saint-Antoine de la Casabianca et on décida de résister par la force. Un comité fut formé à cet effet, à la tête duquel furent placés Ferrandi, Hippolyte Agostini, Massola, Augustin Giafferri et, bientôt, de toutes les pièves voisines, arborant à la coiffure une petite croix comme signe de reconnaissance et de ralliement (22), les volontaires de la nouvelle croisade affluèrent. Cinq jours après la réunion du couvent, ils étaient mille, sans compter ceux de la Croce et ceux de Rostinu qui se préparaient à descendre.

Le Directoire de Bastia, ému de cette agitation qu'il ne croyait pas devoir prendre tant de consistance, avait dépêché en hâte vers le rassemblement une centaine d'hommes avec deux canons et une voiture de munitions. Comme ils arrivaient au pont Benedettu, sur le Golu, près de la casa

---

(22) De là est venu le nom de « Crocetta » donné à ce soulèvement.

de Virgiliu, ils tombèrent sur une embuscade des insurgés. Dix républicains furent tués, six blessés. Une cinquantaine faits prisonniers et désarmés furent conduits le lendemain à Saint-Antoine.

Le même jour, une troupe de jeunes gens attaquait la Casabianca où se trouvaient des gendarmes. Huit furent tués et six blessés. Une autre, guidée par Corrazzini et Marchioni, de Piedicorte, surprenait trente grenadiers et dix gendarmes, les désarmait et les licenciait. Et, dans le même moment, d'autres rencontres, couronnées de succès pour les insurgés avaient lieu au Monte et à la Terulaghia.

Précipitamment, les survivants de la petite colonne avec les deux canons et la voiture de munitions se replièrent sur Bastia, tandis que le général Casalta qui suivait avec Saliceti, frère du représentant, et 400 hommes se retirait sur La Porta, qu'Arena lui-même, qui marchait sur Caccia et avait manifesté l'intention d'exterminer les rebelles, se repliait en toute hâte sur l'île Rousse et Calvi en apprenant les événements du Golu et qu'en Balagne même, à Corbara et à Muru, les révoltés, en nombre, coupaient les arbres de la liberté.

C'était le champ libre laissé aux insurgés. Ils en profitèrent et, le 29, la réunion de Saint-Antoine se dispersant, trois colonnes furent formées. La première prit la montagne pour aller bloquer Corte. La seconde prit la plaine entre Bastia, le Silvarecciu et la Casalta, la troisième s'engagea vers la Croce et Giocatoggiu.

Arrighi fut atterré. « Les insurgés sont en si grand nombre, écrivait-il, qu'il est impossible aux républicains, épars dans différents points, d'arrêter leur course criminelle. Les gardes nationales attachées au gouvernement n'ont pas osé se montrer ayant été opprimées par les rebelles et le général Casalta, qui se rend à La Porta, prévient que les insurgés accourent des divers cantons et qu'il est hors d'état de les attaquer sans le secours d'une force imposante. Les prêtres réfractaires et insoumis et plusieurs individus inscrits sur les listes des émigrés et d'autres frappés par des jugements criminels sont à la tête des insurgés. Ils prêchent le Christ à la main et la religion au moment qu'ils exercent le massacre. Le serment prescrit par la loi et le culte sont aussi les motifs de leurs mouvements ».

Et, comme il apprend que les insurgés se dirigent sur Bastia, il ajoute tristement : « Le défaut de troupes et celui des fonds rendent notre position des plus alarmantes. Il ne

nous reste à peu près que notre dévouement à la République et la résolution de périr à notre poste » (23).

★★

Enhardi par le succès qu'il vient de remporter, le comité de St-Antoine lance des proclamations que des émissaires portent dans toutes les directions.

« L'inexécution des lois et par conséquence les actes despotiques de ceux qui se trouvent placés dans les cours administratives et judiciaires et pour lesquels la vie, l'honneur et les propriétés de la plupart des citoyens de ce département étaient compromis, la religion catholique, respectée sur cette terre depuis tant de siècles, prête à être anéantie et méprisée, ont excité dans le cœur de tous les mouvements les plus sincères pour résister par la force à l'oppression et détruire les obstacles qu'éprouvent l'exercice du culte et la continuation des cérémonies d'une religion dans laquelle ils ont été élevés et que nos pères nous ont laissée. »

Et, comme le succès engendre le succès, ils annoncent leurs victoires. Dans l'enthousiasme du premier moment, ils en annoncent même d'imaginaires, mais leur bonne foi est absolue. Le repli rapide d'Arena a pu leur faire croire que la Balagne entière était soulevée et ils le disent, mais en ajoutant loyalement « qu'ils n'en connaissent pas les détails ». Ils affirment également que « le Cap Corse et le Nebbiu sont dans le mouvement » mais ils avouent « qu'ils ne sont pas instruits de leurs entreprises ». Ils assurent que Bastia « est animé des sentiments de ses confrères (*sic*) et que si elle n'a rien entrepris encore, c'est par crainte d'une nouvelle *Cucagna* » (24). Selon eux, Corte ne peut pas tenir « quinze jours » et si le Fiumorbu « n'est pas encore venu » c'est à cause « d'une épidémie soupçonnée pestilentielle ».

« Jamais guerre, disent-ils, dans ces papiers qu'ils font circuler de village à village, n'a été faite avec tant d'empressement et de courage. C'est qu'il s'agit de la défense des droits de l'homme et de la religion. Ce sont les femmes même qui excitent les hommes du peuple. On a examiné les faits et on a reconnu que la Providence s'en mêle. Plus

(23) Au ministre de l'Intérieur, 8 nivôse, an V. F<sup>7</sup>, 3667<sup>2</sup>.

(24) Allusion à l'occupation de Bastia par Paoli et ses partisans, en 1791.

sieurs d'entre nous ont été atteints de bien près sans que le plomb les ait pénétrés. »

Et leur appel se termine ainsi :

« Quel bruit ne va-t-il pas se répandre dans le monde pour cette guerre de religion, et vous, chers confrères, seriez-vous oisifs dans une entreprise qui va combler nos exploits guerriers ? Voici le moment de paraître, voici le temps de ne plus douter d'une victoire complète. »

Salut, religion, courage, fermeté !

Pour le Comité : Ferrandi, président. Hippolyte Agostini, Massola, Agostino Giafferri, Pietri, secrétaire (25).

Un autre appel circule, que des émissaires vont porter aux « citoyens agents bons patriotes de Volpajola, Scolca, Vignale et Marana ». Il dit :

« La Patrie et la religion opprimées par le gouvernement actuel exigent, nos très aimés patriotes, l'activité de votre zèle. Nous n'entendons pas de nous opposer aux justes lois de l'auguste République française. Nous sommes plutôt bien disposés à prêter nos soumissions à ses décrets, mais voyant nous arracher du sein nos aimés confrères sous le faux prétexte d'émigration et désoler nos églises du culte que prescrit la Sainte Eglise, et voyant des impôts arbitraires qui oppriment nos peuples, nous ne pouvons que nous ressentir.

« Pour cet objet, nous vous invitons, concitoyens, de vous réunir avec la plus prompte sollicitude à notre club patriotique afin de fixer les remèdes qui conviennent à notre état.

« Vous ferez passer la présente de commune à commune, en ordonnant la marche à tous vos concitoyens, afin qu'ils viennent se réunir à notre club à la Porta d'Ampugnani avec la provision pour quatre jours.

« Vous devez nous accuser au bas la réception et nous apporter la note de ceux qui manqueront. Ils seront soumis à une peine arbitraire.

« Nous sommes, confrères, vos très humbles serviteurs.

Au nom de la Nation !

« Dionisio Gavini (26), Casalta, Anton Giacomo Valentini,

(25) 6 Janvier 1798. Arch. Nat. F<sup>7</sup>. 3667<sup>2</sup>.

(26) Denis Gavini, porté sur le 1<sup>er</sup> supplément à la liste des émigrés, avait été autorisé à rester provisoirement dans sa commune, pour cause de maladie, jusqu'à ce qu'il fût en état de quitter le sol de la République.

Ang. Mattei, Giafferri, Mariotti, Giovannoni, Casale, Lucioni, secrétaire ».

Comme on le voit, les signataires ne cet appel ne pas les mêmes que ceux du premier manifeste. Il y a, d'ailleurs, bien d'autres papiers qui émanent de petits comités, comme celui qu'adresse à ses compatriotes du Vescovatu la « *Société des Amis de la Religion et du Peuple* ».

« La Société, dit cet appel, a été accueillie partout avec les plus vifs transports de joie et d'allégresse, dans le canton de Casinca. Il n'y reste que la commune de Vescovatu. C'est pourquoi tous les habitants du dit lieu sont invités à déclarer s'ils veulent ou non recevoir une garnison momentanée qui respectera les citoyens et les propriétés puisqu'elle ne recherche que frères et amis. »

Signé : Innocenzi, président et Giappiconi, secrétaire.

C'est que le Vescovatu répond mal à l'appel qui lui a été adressé. Pourtant, deux des chefs du mouvement, et non des moindres, Marsilj et Falcucci, se sont adressés personnellement aux notables du canton. Ils ont écrit une lettre pressante à Joseph Marie Buttafoco, à Joseph Giamarchi, à Venturinu Lorenzini.

« Très chers confrères, ont-ils dit, en qualité de membres du comité de l'expédition de Casinca, et spécialement chargés, non pas avec les armes à la main, mais avec l'olivier de la paix, nous venons vous inviter à réunir vos armes à un peuple qui vous appelle et qui s'est armé sans esprit de vengeance, mais pour vous délivrer de l'oppression de la tyrannie et des chaînes qui nous entourent, et pour maintenir la foi et la religion dans laquelle nous avons eu le bonheur de venir au monde et qui nous a été inspirée avec le lait et pour la défense de laquelle nous sommes constamment décidés de mourir et nous battre jusqu'à la mort.

« Ecoutez la voix du Ciel, épargnez votre sang et celui de vos concitoyens, épargnez vos propriétés, conservez tout cela pour un meilleur usage, rentrez en vous-mêmes, prenez part à une cause commune et suivez l'exemple de tous en vous prêtant aux invitations de paix et de concorde que nous avons l'honneur de vous annoncer. Voyez comme tous les peuples courent en foule et de quelle manière Dieu protège notre cause. Soyez assurés que nos intentions sont pures et éloignées de toute animosité. Nous promettons et nous tiendrons parole que les citoyens et les propriétés seront garantis. Nous promettons aussi que dans votre commune, après qu'une partie de ce peuple y aura accès, il n'y sera procédé à aucune

violence ni partialité, mais tous seront regardés avec égalité et modération.

« Agréez, chers frères, les offres de ceux qui vous aiment et qui protestent d'être vos serviteurs. »

Nous avons cité ces lettres en entier parce qu'elles sont caractéristiques de l'état d'âme, pourrait-on dire, des révoltés. Ces gens-là sont assurément des rebelles, des insurgés, ce sont surtout des croisés, non point de ceux qui allaient avec Saint-Louis, l'épée à la main ou la flamme au poing, mais de ceux de la première croisade qui suivaient Pierre l'Ermite. Ils avaient la foi, le sentiment de la légitimité, de la sainteté de leur cause. Cela ne pouvait suffire à leur assurer la victoire.

La multiplicité même des comités insurrectionnels, si elle montre que le mouvement a des ramifications nombreuses, prouve aussi qu'ils manquent de cohésion et d'un chef. Sans doute, ont-ils été chercher dans sa retraite le vieux général Giafferri et se sont-ils abrités derrière son nom respecté. Retiré du service de Naples depuis longtemps déjà, le général avait essayé de décliner le redoutable honneur qu'on lui faisait, invoquant son grand âge et ses infirmités. Il avait dû céder devant l'insistance de ceux qui étaient venus le trouver au nom de la Patrie. Mais il n'était guère en situation de commander à des troupes qui n'avaient aucune cohésion et qui n'avaient plus pour les entraîner le grand souffle patriotique de 1768.

★★

Pourtant, dès le premier abord, les Républicains — puisqu'aussi bien c'est ainsi qu'ils s'opposent aux autres — les Républicains se sont trouvés plongés dans le plus profond désarroi et le Directoire exécutif du Département a complètement perdu la tête. Ce n'est pas que ses membres, Graziani, Casale, Salvini, Arena et même le secrétaire, Salvetti, ne soient prêts, comme l'on dit alors dans toute grande circonstance « à donner leur sang pour la République », ils le donneraient d'autant plus volontiers qu'ils ont besoin d'affirmer leur civisme d'une manière éclatante. Il n'y a pas bien longtemps, en effet, qu'ils étaient des républicains bien timides, pour ne pas dire plus. Sans doute, ne faut-il pas prendre à la lettre ce que dira sur leur compte quelques mois plus tard, Galeazzini dans une véhémence dénonciation (27).

---

(27) 19 messidor an VI. A Merlin, Directeur.

Galeazzini est suspect à plus d'un titre et il a contre lui, en cette matière, d'avoir été battu aux élections par ceux-là mêmes qu'il dénonce. Néanmoins, il faut bien convenir qu'à côté d'un Graziani « patriote dévoué de tout temps au régime républicain », d'un Arena dont le républicanisme ardent est à toute épreuve, ou d'un Salvini dont le civisme est indiscutable, il y a Jean Thomas Casale, ancien grand vicaire de l'évêque du Nebbiu qui a siégé en mai 1793 à l'assemblée rebelle convoquée par Paoli à Corte et qui, en 1794, a repris ses fonctions près de l'évêque. Il y a Renucci, ancien prêtre lui aussi, parti de Corse en 1792 pour ne pas se faire ordonner prêtre par l'évêque constitutionnel et qui a vécu à Milan jusqu'en 1796 dans des milieux assez suspects. Arrighi lui-même, le commissaire du Directoire exécutif dans le département, ancien noble, de noblesse reconnue, qui était déjà commissaire national au tribunal de district lors de la révolte de 1793, a eu lui aussi à cette époque une attitude assez équivoque pour que Paolistes et Républicains aient pu également le tenir en suspicion. Et aujourd'hui, en dépit de manifestations oratoires enflammées où s'affirme le plus pur civisme, on sent chez lui, au moment où les paroles doivent se traduire par des actes, une irrésolution qui touche à la faiblesse et, peut-être, à l'incapacité.

Le 17 nivôse, Arrighi annonce (28), le cœur navré, que « plusieurs cantons ont suivi le funeste exemple donné par les premiers insurgés et que bien d'autres semblent disposés à les suivre ». Qui lève ainsi l'étendard de la révolte ? « Des émigrés, des prêtres réfractaires, des criminels déjà condamnés, des ci-devants employés des Anglais auxquels ils livrèrent la Corse, secondés par leurs partisans, par l'instigation du fanatisme et par des manœuvres perfides ont égaré une partie du peuple dont ils se sont érigés les directeurs et s'occupent à organiser une révolte générale. Le ci-devant couvent de Saint-Antoine est le point fixé de leur rassemblement. Un comité s'y est établi. De là émanent tous les projets et les ordres liberticides. De là partent des détachements qui se portent à agiter les communes paisibles. Ils ont mis la croix à la place de la cocarde, font sonner les cloches partout où ils passent, s'introduisent dans les églises et y chantent le *Te Deum*. »

Et, comme il faut bien avouer les premiers succès de cette

rebellion, Arrighi se tire de cette humiliation par une explication entortillée. « Le général Casalta, écrit-il, envoyé pour dissiper ces attroupements s'est cantonné dans le bourg de La Porta à une demi-lieue du foyer de la sédition et jusqu'à présent il n'a pas jugé à propos d'attaquer les séditeux. »

Quant aux inquiétudes qu'il éprouve, il ne peut guère les dissimuler. « Corte, un des points les plus essentiels de l'île pour sa position et par les fortifications qui s'y trouvent établies, quand même l'insurrection deviendrait générale, pourrait opposer aux soulevés une résistance insurmontable, mais la petite garnison qui s'y trouve manque de vivres et la plupart des habitants vivant au jour la journée, si le désordre fait des progrès, elle ne peut tenir longtemps. »

Et il s'élève contre l'inertie de l'administration centrale.

« L'administration centrale, dit-il, s'est déclarée en permanence.

J'avais lieu de croire qu'elle s'était pénétrée de la gravité des sinistres circonstances actuelles et je m'attendais à la voir déployer toute son énergie et prendre des mesures sages et vigoureuses pour arrêter le cours des attentats de la malveillance. Mais quelle n'a pas été ma surprise lorsque j'ai vu qu'après s'être constituée en permanence, cette administration a cessé pendant plusieurs jours ses séances publiques ! Elle a ensuite nommé commissaire le citoyen Salvini, administrateur, en l'invitant à se rendre dans les cantons de la Balagne pour y diriger les Républicains prêts à marcher pour la cause publique. Il a écrit des lettres et publié une proclamation qui n'a été imprimée qu'en français. Un emprunt forcé a été levé et je n'ai pu voir avec indifférence les administrateurs eux-mêmes recevoir les différentes sommes qui, jusqu'à ce moment, n'ont pas encore été versées dans les caisses du receveur du département, malgré que je les en aie requis. »

Cette proclamation des administrateurs du Golu manque d'ailleurs de souffle. Elle débute par l'aveu de la surprise, de l'ampleur du mouvement et du désastre éprouvé.

« Un rassemblement considérable vient de se former au couvent de St-Antoine de la Casabianca. Des hommes frappés par la loi ont arboré l'étendard de la révolte. L'administration centrale n'a rien négligé pour connaître le motif de cet attroupement et pour le dissiper.

« Le général Casalta a été requis de se rendre sur les lieux avec la force publique. Les moyens de persuasion employés par ce général n'ont fait qu'irriter les attroupés et les porter aux derniers excès. Une compagnie des troupes de ligne pos-

tée au pont du Golu a été surprise et, en partie, impitoyablement massacrée.

« Des gardes nationales placées à Giocatoggiu, Ortiporiu, Monte et Croce ont été chassées de ces communes par les habitants eux-mêmes. Dans ces deux dernières, il y a eu du sang répandu. Des citoyens requis de marcher pour le soutien de la bonne cause ont éprouvé des obstacles dans leur marche et plusieurs ont été obligés de rétrograder. D'autres, enfin ont gardé une indifférence coupable. Nos courriers sont partout arrêtés et des hommes armés menacent d'envahir les cantons pacifiques pour les contraindre à se déclarer en leur faveur. A des hostilités commencées sans une déclaration préalable et exécutées par une force supérieure, Casalta n'a pu opposer que des efforts impuissants. Il attend de nous les renforts nécessaires pour faire rentrer les factieux dans l'ordre. »

A cet exposé pénible mais assez exact de la situation, succédait l'appel aux bonnes volontés que l'administration du Golu n'eût pas été fâchée de voir se manifester en assez grand nombre pour pallier à son impuissance.

« L'administration centrale, profondément affligée par ces événements et pénétrée de l'importance de ses devoirs, a résolu de chercher la fin de tant de maux dans le courage de ses administrés. Citoyens, il n'est plus temps de vous le dissimuler, vous êtes menacés par des dangers réels. Ecoutez la voix de vos magistrats. Levez-vous en masse et marchez à Saint-Antoine où l'honneur et la gloire vous appellent. Patriotes réfugiés qui préférâtes à l'or des Anglais une expatriation volontaire, ralliez-vous à ce nom sacré !

« Citoyens de tous âges, pères de famille, hommes libres, armez-vous tous pour une cause aussi juste. Défendez la liberté cimentée au prix de votre sang ; comprimez ces misérables qui veulent substituer l'anarchie au régime des lois et épargnez à votre pays l'opprobre d'une nouvelle révolte.

« Citoyens, votre dévouement nous est connu. Vous avez autrefois fait éprouver aux rebelles ce que vaut votre courage. Qu'il devienne l'effroi des conspirateurs et que le sang de nos frères égorgés rejaillisse sur eux !

« Le gouvernement saura apprécier les services que vous rendrez dans cette circonstance à la chose publique et récompenser ceux qui se distingueront par des traits dignes de son attention. »

Les administrateurs du Département avaient cru qu'il leur suffirait de parler pour faire évanouir la révolution. Vite détrompés, ils s'en remirent à quelques « purs », Tous-

saint Dominici, Barthélémy Arena et quelques autres du soin de leur en imposer. Barthélémy Arena s'était flatté de réunir une armée de patriotes de Balagne et de mettre en fuite « l'attroupement principal des criminels ». Mais dès le 13 nivôse, il était obligé d'avouer son impuissance. A la vérité, il criait Victoire ! et son échec indiscutable était habilement noyé dans le tumulte de ses projets pour l'avenir.

« Je suis ici (29), écrivait-il à Arrighi, avec une force de mille hommes. Je suis arrivé assez à temps pour couvrir ce pays de l'invasion des pirates fanatiques qui ont osé se lever contre la République. Ils sont en petit nombre dans le village de Moltifao et cherchent en vain à paraître beaucoup au moyen des fausses nouvelles et des détours ténébreux de la mensonge (*sic*).

« J'ai fait faire une sommation à ce pays, mais sans effet. J'ai garni les portes par lesquelles on pouvait pénétrer en Balagne et je suis tranquille sur le compte de cette province. Hier, les rebelles osèrent attaquer au Ponte alla Luccia, Cervoni et Gambini, mais ils furent repoussés avec une perte de 15 hommes entre morts et blessés.

« J'attends cette nuit une réponse de Casalta et aussitôt que je l'aurai reçue, je ne manquerai pas de faire ma jonction avec lui. Cette poignée de brigands ne rira pas cette fois. Soyez tranquilles et communiquez cette lettre au général Vaubois auquel je n'ai pas le temps d'écrire. Aussitôt que les troupes de Gênes seront arrivées, mettez-les en marche afin que nous puissions les entourer de tous côtés et rendre cette révolte la dernière de toutes. »

Ce n'était qu'une rodomontade et, ne se sentant pas même en sûreté à Castifao, Arena, aussitôt cette lettre expédiée, s'était empressé de se replier sur son fief de l'Ile-Rousse.

« Je suis resté trois jours à Caccia sans pouvoir communiquer avec Cervoni ni avec Casalta. Instruit dans la nuit que la révolte devenait générale, je me suis retiré sur l'Ile-Rousse avec les troupes de ligne et les gardes nationales sans avoir perdu un seul homme. Toute la Balagne est devenue rebelle, excepté Calvi et l'Ile-Rousse. Plusieurs Républicains se sont réfugiés à l'Ile-Rousse, il faut songer à les

pourvoir, s'étant enfuis abandonnèrent leurs maisons et sans ressources (30).

« Je rends hommage à ces individus et à leurs sentiments républicains, écrivait Arrighi, mais pourrait-on se dissimuler qu'une pareille retraite ne redouble l'ardeur de ces brigands ? Ne valait-il pas mieux n'avoir rien fait que d'avoir pris des mesures aussi mal combinées qui tourneront à l'avantage des ennemis ? » (31).

Aussi, quand, deux jours après, l'administration se réunit, Arrighi fit-il entendre quelques paroles énergiques. Après avoir rappelé la situation critique du département, il exposa que c'était dans des circonstances aussi impérieuses que l'énergie des Républicains « surtout de ceux qui sont honorés de la confiance publique, devait se déployer sans réserve ». Et il réclama des mesures « promptes et vigoureuses ». « On ne peut pas, dit-il, croire éteints dans les cœurs des patriotes les sentiments que l'amour du bien public leur inspire, mais il est essentiel que les autorités constituées les excitent et les appuient de la force publique » (32).

Et il requiert l'administration d'avoir à inviter le général Vaubois à envoyer un gros détachement dans l'intérieur et de l'appuyer par tous les moyens en son pouvoir. Comme on avait quelques raisons de douter de son activité, il ajouta « que dans le cas qu'il se refuserait d'agir, il y aurait lieu de le rendre responsable des événements et de tous les effets désolants que le progrès des désordres pourrait occasionner. »

★★

Le général Claude-Henry de Belgrand de Vaubois, qui commandait alors la 23<sup>e</sup> division militaire et dont on suspectait de la sorte les sentiments, avait cependant les meilleurs états de services militaires. Né à Saint-Laurent, près de Longchamp-les-Clairvaux (Aube), le 1<sup>er</sup> octobre 1748, aspirant au corps royal de l'artillerie le 17 juillet 1768, élève d'artillerie le 10 décembre 1769, lieutenant en second le 7 juin 1770, lieutenant en premier le 5 avril 1780, il se trouvait capitaine

---

(30) Lettre d'Arena et de Jh Marie Salvini à l'administration centrale, 14 nivôse an 6.

(31) Arrighi au Directoire : 17 nivôse.

(32) Séance de l'administration centrale : 19 nivôse. Arch. Nat. F<sup>7</sup> 3667<sup>2</sup>.

en second depuis le 5 avril 1787 quand éclata la Révolution. Capitaine commandant au 4<sup>e</sup> d'artillerie le 1<sup>er</sup> avril 1791, il devint lieutenant-colonel en second du 3<sup>e</sup> bataillon de volontaires de la Drôme le 11 octobre suivant et, en cette qualité, servit avec distinction à l'armée des Alpes pendant les années 1792 et 1793. Nommé général de brigade à titre provisoire le 3 août 1793 par les représentants en mission au siège de Lyon, il fut confirmé dans son grade le 6 septembre de la même année par le comité exécutif provisoire et continua de servir dans l'armée des Alpes, d'abord en Tarentaise, puis à Barcelonnette et au camp de Cournoux et, le 8 mai 1796, obtint avec le grade de général de division le commandement de la 1<sup>re</sup> division de l'armée des Alpes qui allait s'illustrer en Italie sous le commandement de Bonaparte. Avec elle, il occupa Livourne, servit dans le Tyrol, prit part à la bataille de Roveredo, à celles du Lavis, de Calliano, de la Corona et de Rivoli. Il était commandant de Livourne lorsqu'il fut appelé en Corse.

On n'avait aucune raison de douter de son zèle républicain et de ses capacités militaires, mais tout le monde se trouva d'accord pour lui écrire une lettre catégorique. Cela permettait en effet de lui laisser la responsabilité de la suite des événements.

On lui exposa que la retraite du général Casalta avait découragé les Républicains de l'intérieur et relevé l'audace des insurgés. « Le bruit répandu que vous avez envoyé des émissaires aux rebelles de St-Antoine a aussi produit de tristes effets, ajoutaient les administrateurs (33). Vous avez jugé à propos de déclarer tout le département en état de siège. Il nous suffit de croire que cette démarche vous a été dictée pour le bien public pour ne pas nous permettre d'autres réflexions. La position alarmante de ce pays doit vous être assez connue et vous songez sans doute aux moyens efficaces de faire cesser la suite de ces inconvénients. Corte est bloquée. Vous connaissez sa position importante. La chute de cette ville entre les mains des rebelles mettrait le comble aux malheurs de ce département et de celui du Liamone. Corte deviendrait le quartier général des insurgés qui auraient à leur disposition toutes les munitions de guerre qui leur manquent actuellement. Vous sentez comme nous toute l'urgence de prendre des mesures pour délivrer la ville de

---

(33) Lettre au général Vaubois, signée de Graziani, président et Olivetti, secrétaire général. Arch. Nat. F<sup>7</sup> 3667<sup>a</sup>.

Corte et la conserver à la République. Ce point central de la Corse, garni d'une troupe suffisante, en impose au reste du département. Si nous ne parons pas à ce coup, dans ce moment, par la suite il en coûtera infiniment à la République.

« La troupe qui vient d'arriver (34) est un présent du ciel et il était réservé à ces braves défenseurs de la patrie de donner le dernier coup aux rebelles.

« Citoyen général, nous allons vous parler avec cette franchise qui convient à des Républicains et à des magistrats attachés au salut public. Nous joignons nos vœux à ceux des Républicains réfugiés. Marchez avec toute la troupe de ligne disponible ou désignez un chef expérimenté pour la diriger. Chacun de nous s'offre à vous suivre, les réfugiés vous seconderont avec courage et nous comptons aussi un certain nombre de gardes nationales des cantons paisibles.

« Par cette mesure prompte, Corte sera délivrée. Tout retard deviendrait fatal et ne pourrait pas éviter la tache du crime. Nous avons autrefois senti les malheureux effets de l'empressement unique de se confiner dans les places maritimes, mais à cette époque-là, il n'y avait point des généraux ni des soldats de l'armée d'Italie.

« C'est à vous à nous ouvrir une marche subite. Si on ne devait faire la guerre qu'à coup sûr, il n'y aurait aucune gloire à remporter des victoires.

« Songez que nous avons pour nous des Républicains armés de courage et de la justice de la bonne cause et que nous avons à combattre des ennemis qui n'ont pour eux que le crime et la lâcheté.

« Nous aimons à croire que vous goûterez ces réflexions et que, loin de compromettre votre responsabilité, vous sauverez ce département par de nouveaux traits de patriotisme ».

Nous ne saurions dire si le général Vaubois goûta fort, ainsi qu'on l'y invitait, cette injonction, mais la gravité de la situation ne pouvait lui échapper. La révolution, en effet, faisait tache d'huile. Si le Vescovatu restait toujours hésitant, la Balagne, en dépit des assurances d'Arena, était à peu près complètement perdue.

« La plupart des cantons, écrivait Arrighi, soit volontairement, soit forcément, ont suivi l'exemple de celui de Casacconi qui a été à la source de la révolte. Bastia, Corte, Cal-

---

(34) Il s'agit de renforts expédiés de Gênes par l'armée d'Italie.

vi, Saint-Florent, l'Ile-Rousse, Calenzana, le Cap Corse et le Nebbiu (sauf Rutali, Vallecalle et San Pietru) sont restés fidèles à la République. Mais Corte est bloquée et la campagne entourant ravagée. La pénurie de vivres pourra la faire tomber » (35).

De l'Ile Rousse où il s'était prudemment retiré, et d'où, suivant le mode antique, il défiait et injuriait ses ennemis, Arena jetait un cri d'alarme.

« La frégate et la felouque que vous nous aviez promis de nous envoyer ne paraissent pas encore et cependant la première n'aurait qu'à se montrer pour que l'Algajola fût de nouveau au pouvoir de la République. Nous n'avons en Balagne que 150 montagnards, ils sont commandés par ce Colonna de Giovellina qui était ci-devant lieutenant-colonel dans le Royal-Corse et par un autre ambitieux fanatique, appelé Raffalli de Canavaggia. Si nous n'avions affaire qu'à cette horde de brigands, nous les aurions bientôt dispersés, mais les scélérats ont inoculé leurs perversités à toute la Balagne. Au moyen de leurs poursuites et de leurs mômeries sacrées, ils se sont fait une quantité de prosélytes, ils font des courses dans les villages environnants, ils pillent, ils volent, ils soutiennent leur échafaudage de religion avec le bras de la piraterie. La seule commune de Calenzana a (!) resté jusques ici insensible à leurs perfides insinuations et a refusé de les recevoir et de faire cause commune avec eux. Nous nous défendons bien et nous ne craignons point de succomber, mais il faut que vous nous envoyez des munitions. Nous voudrions savoir si les troupes sont arrivées. Toute communication par terre est interceptée et nous vivons dans une ignorance de nouvelles presque absolue » (36).

Il fallait se décider à agir. Vaubois qui n'avait que trop tergiversé, finit par s'y résoudre. Le département était déjà déclaré en état de siège ; un certain nombre de patriotes ayant offert leurs services, il fut décidé qu'on formerait avec eux une compagnie qui serait transportée par mer sur une felouque et débarquée sur la plage d'Aleria d'où ils gagneraient leurs cantons respectifs, y rassembleraient leurs parents et amis et se porteraient partout où les besoins l'exigeraient (37).

(35) Arrighi au ministre de l'Intérieur, 24 nivôse. Arch. Nat. F<sup>7</sup> 3667<sup>2</sup>.

(36) Arena à l'administration du Golu, 21 nivôse an VI.

(37) Arrighi au ministre de l'Intérieur, 10 nivôse an VI.

Une colonne d'un millier d'hommes appartenant aux troupes de ligne auxquels s'étaient joints 400 volontaires républicains, commandée par Vaubois en personne, se mit en marche avec le général Casalta, le chef d'escadron Gentili et le commissaire ordonnateur Lucien Bonaparte. Mais sa marche, dès l'abord, prit une allure embarrassée. Après une action insignifiante dans la commune de Lentu, avec quelques rebelles embusqués dans le maquis, Vaubois jugea à propos de s'arrêter puis de revenir sur ses pas en laissant une petite troupe dans le Nebbiu.

« Les réfugiés et la troupe en ont été extrêmement affectés, écrit Arrighi, et on n'a pas reconnu en la personne de Vaubois un des généraux français qui ne sont pas accoutumés à reculer si facilement. Connaissant mon impéritie dans l'art de faire la guerre, je m'interdis toute réflexion sur cette démarche, mais ce qui est certain, c'est que les rebelles deviennent de plus en plus audacieux. La commune de Borgu a été envahie par eux et c'est un point très intéressant pour assurer la communication jusqu'à Vescovatu » (38).

Vaubois qui est jugé si sévèrement par Arrighi, ne l'est pas moins par Arena qui, dans l'Ile-Rousse, s'impatiente de ne pas recevoir de secours.

« Rendez compte au Directoire, écrit-il, de la faiblesse de Vaubois (39) et demandez des forces et un général ferme et capable. C'est une trahison d'avoir abandonné Borgu. Au moins qu'il fasse bien garder Furiani, le Telghime et la communication avec St-Florent. Avec la force qu'il a, il aurait pu prendre Pietralba, soumettre le Canale et la Balagne qui tremble et où, à la vue de la force, le bon parti se serait montré. Mais Vaubois ne fera rien de bon. Colonna Giovellina dit hautement que Vaubois est son ami. Paul Gavini, de Pietralba, est celui qui a soulevé le Canale. »

★ ★

Mais heureusement, pour les Républicains, Calenzana tient bon et, le 24, les rebelles qui avaient essayé de sortir de Monticellu et de Santa Reparata ont été rejetés dans ces deux villages. Arena assure qu'il n'y a rien à craindre, mais à la condition qu'on lui envoie « de la munition de guerre » et que la frégate promise vienne à Algajola. « Les premiers

(38) Arrighi au ministre de l'Intérieur, 24 nivôse an VI.

(39) Arena à l'administration du Golu, 26 nivôse an VI.

coups de canon suffiront pour avoir ce poste d'où les rebelles expédient des felouques à Livourne pour avoir des munitions. »

Chaque jour qui passe maintenant diminue les chances des rebelles. Ils ont pu, dans les premiers jours, rallier des partisans, gagner des villages, mais aucune place d'importance n'est tombée en leur pouvoir. Le 29 nivôse, ils ont tenté un coup de main sur Muratu qui a complètement échoué. La petite garnison laissée par Vaubois, secondée par quelques gendarmes, a résisté victorieusement à leur attaque et ils ont laissé sur le terrain « un prêtre fanatique tué, plusieurs blessés et sept prisonniers qui ont été aussitôt traduits dans les prisons du chef-lieu- » (40).

Olmata et Vallecalle qui, d'abord, avaient reçu les rebelles sans résistance « se sont bien comportées dans la circonstance et ont donné des preuves d'attachement à la République ». Calenzana résiste toujours « et a prêté un utile concours à la défense du couvent d'Alzipratu, à quelque distance, tenu par une vingtaine de républicains » (41).

Corte, de son côté tient bon « et donne un exemple frappant de fidélité à la République. Les habitants partagent les mêmes sentiments ; ils ont mis en commun leurs denrées. Le commandant de la place et le citoyen Gambini, capitaine d'une compagnie mobile, donnent des preuves de courage et de bravoure en faisant des sorties continuelles. »

Et le département du Liamone reste tranquille. C'est en vain qu'un « Comité catholique » s'est constitué à St-Pierre de Venācu (42) et qu'il a lancé des émissaires comme ce Charles Baptiste Bartoli, ex-postillon du gouvernement français déchu, munis de sauf-conduits, « invitant les détachements et les habitants des communes attachées à la religion catholique et à la bonne cause du peuple de le respecter et de le protéger dans son service pour la ville d'Ajaccio », le département ne bouge pas et la révolte ne peut compter sur aucun secours de ce côté.

Mieux que toutes les offensives que pourrait prendre Vaubois, le temps travaille contre les insurgés. Contrairement à ce que peut penser Arena, ils n'ont reçu de Livourne ou d'ailleurs aucune des munitions qui leur sont indispensables pour continuer la lutte. Contrairement à ce que pense

(40) Arrighi au ministre de l'Intérieur, 30 nivôse.

(41) Id.

(42) Griscelli, président, Muracciole, secrétaire, 12 pluviôse.

ou écrit Arrighi, les Anglais ne paient point et ne leur sont d'aucun secours (43). Ils sont seuls et, n'ayant point réussi dans les huit premiers jours qu'ils se sont soulevés, on peut être assuré maintenant, qu'ils sont perdus.

Mais en dépit des sommations des administrateurs du département, d'Arrighi ou d'Arena qui voudraient voir Vaubois frapper un grand coup, celui-ci, sachant que le mouvement n'a aucune chance de réussir, préfère aller doucement et le laisser s'évanouir sans avoir recours à la force et à la rigueur. Ne sait-il pas les causes véritables de cette révolte ? Est-il besoin d'en aller chercher très loin, d'extérieures et de puissantes ? Et, s'il ne va pas jusqu'à dire qu'elle est légitime, on sent, à ce qu'il écrit, qu'il n'est pas très loin de le penser.

Dès le 30 frimaire, et par des lettres successives des 9, 11 et 14 nivôse, il a exposé son sentiment au ministre de la guerre. Dans la première, il a déclaré « qu'il est impuissant à opposer une digue à l'esprit de parti et de domination des gens en place du pays ; que, par de fausses applications de la loi, ils vexent tout ce qui est opposé à leur parti ; que les lois, d'ailleurs, y sont sans exécution, que la constitution y est dans l'oubli, que les autorités ne font que satisfaire leur passion en se couvrant du nom de patriotes et que dans ces conditions il ne peut manquer de survenir de grands événements auxquels il est hors d'état de parer ».

Mais il tient cependant à rassurer le gouvernement sur les dispositions des Corses à l'égard des Français. « Beaucoup, écrit-il, déposeront les armes entre leurs mains mais c'est l'autorité de leurs concitoyens qui leur est insupportable ». Et comme il sent bien qu'on doit le desservir auprès du gouvernement, il proteste avec véhémence de son « civisme » mais en disant que ses opinions politiques sont « totalement différentes de celles des administrateurs du département » (44).

Dans son rapport du 9 nivôse, alors que la révolte s'est déclenchée, il dit « que le peuple donne comme raison qu'il veut garder les prêtres réfractaires, les inscrits sur les listes des émigrés, que les droits de timbre et d'enregistrement sont trop forts, que cependant il consent à les payer mais

---

(43) « J'ai des renseignements ; ce sont bien les Anglais qui paient. Leurs progrès rapides, leur effronterie sans bornes, prouvent que, réellement, il y a une cause extérieure et puissante qui les anime. »

(44) Vaubois au ministre de l'Intérieur, 30 frimaire an VI.

qu'il veut savoir où passe l'argent, car il est au sù de tout le monde que les troupes ne sont pas payées depuis quatre mois... qu'il ne dirait rien s'il était appliqué au paiement de leur solde et qu'il répète volontiers : « Qu'on nous fasse gouverner par des Français et nous serons tous soumis aux lois ».

Et le général rapporte encore « que la haine contre l'administration centrale se manifeste presque généralement et qu'il reçoit des plaintes des patriotes aussi bien que des autres ».

« Je suis bien inquiet, ajoute-t-il, des autres pays ; je crains qu'on ne nous bouche les communications et je n'ai pas de quoi les faire rouvrir. Nous ferons humainement tous nos efforts et j'espère ne pas succomber, mais au nom de Dieu, que le gouvernement défende aux corps constitués tous actes arbitraires, toutes vengeances particulières. Quand on ne parle que le langage de la loi et qu'on n'est occupé que de la faire triompher, le peuple entend mieux raison. »

Dans deux autres rapports des 11 et 14 nivôse, Vaubois a insisté encore sur ce point que les administrateurs du département « ont perdu toute confiance. Patriotes et autres sont du même avis ». Il leur a demandé compte des contributions reçues « dont pas un sol n'a été versé dans les caisses du payeur de la guerre ». « A coup sûr, a-t-il ajouté, l'argent du peuple appartenant à la République n'a pas été donné pour arranger leurs appartements dans le local même des séances ». L'accusation n'est point gratuite, car plus tard, Galeazzini pourra produire une attestation écrite d'un employé des finances qui affirmera que J. F. Casale l'a blâmé d'avoir présenté des comptes sincères et l'a invité à « arranger » ses chiffres !

Mais cette opinion du général sur les administrateurs du département n'est pas accueillie avec faveur par le gouvernement. Le ministre de la guerre qui l'a reçue l'a fait tenir à son collègue de l'Intérieur et, là, on l'a jugée sévèrement.

« Ce langage, dit un rapport au ministre, est propre sans doute à exciter la sollicitude du Directoire exécutif sur la conduite de l'administration centrale du Golu, mais si l'on se rappelle celui des rassemblements contre-révolutionnaires qui a eu lieu au mois de fructidor, si on remarque le vœu des révoltés d'aujourd'hui d'être gouvernés par des Français du continent, on reconnaît dans chaque mot les suggestions perfides des royalistes émigrés, chefs des révoltés, leurs efforts pour tromper les Républicains et les faire concourir

eux-mêmes à la destruction du gouvernement et l'on ne peut être trop étonné d'entendre un général républicain transmettre sous le style de la bonne foi des motifs de vœux aussi contraires à la constitution qu'il est chargé de défendre, qu'aux intérêts mêmes et aux intentions du peuple égaré et appuyer de son vœu personnel la destitution de l'autorité centrale qui fait le désespoir de ces émigrés. Cette administration a fait ses preuves, elle a dissipé avec les patriotes le rassemblement organisé en fructidor et a fait arrêter tous les chefs qu'elle a cru reconnaître. Tous ces hommes se sont prétendus victimes de l'arbitraire et le général Vaubois semble mêler ses cris aux leurs. Le tribunal criminel, aussi mal composé que ceux de France, les a sans doute cru facilement et une nouvelle révolte beaucoup plus dangereuse se manifeste.

« C'est dans ce moment que l'on demande compte à l'administration centrale du non paiement des troupes, comme si c'était à elle de fournir leur prêt, et du produit des contributions indirectes, comme si l'on ignorait que les contributions directes n'étant pas encore rétablies, elle s'est trouvée forcée d'employer à l'administration intérieure et à la répression des mouvements contre-révolutionnaires le produit de ces contributions indirectes !

« Sans doute elle en doit compte au gouvernement français et il saura le lui faire rendre, mais dans ce moment il faut délivrer ce département des ennemis de la République, éclairer les citoyens sur les manœuvres perfides et les mettre à portée de jouir sans dangers et paisiblement de leurs droits politiques aux assemblées primaires prochaines ».

Et le rapport que nous citons proposait d'employer « à côté de la force publique, la force morale qui naît de l'instruction ». Une proclamation au peuple corse lui paraissait nécessaire et il en proposait une rédigée dans les termes suivants :

« Corses ! dont l'âme indépendante et fière vous fit tant de fois signaler comme des amis de la Liberté, dangereux au système politique de vos dominateurs, dont le courage créa tant de fois les tombeaux de leurs émissaires dans les rochers de votre île, quelques fourbes obscurs vous agitent au gré de leurs passions, soulèvent dans vos contrées les leviers de l'anarchie pour parvenir à leurs vues coupables. Ils n'emploient pas même l'astuce du crime et cependant ils touchent au moment d'obtenir des succès !

« Aussi scélérats dans leurs projets que stupides dans le choix des moyens, ils vous dictent des prétentions à la fois

outrageantes pour vous-mêmes et inadmissibles sous le régime républicain qui fait leur désespoir. Ils éveillent parmi vous des défiances auxquelles ils savent se soustraire et des scrupules qu'ils n'ont jamais sentis. »

La proclamation justifiait ensuite les administrateurs, reprochant aux révoltés « de faire à eux-mêmes l'outrage de penser que leurs concitoyens indigènes sont indignes de leur confiance, et que la probité, le civisme et la justice sont des vertus étrangères à l'île ». Elle justifiait également le serment à la Patrie exigé de tous les Français. S'il est demandé individuellement aux prêtres, « c'est à cause de la conduite antirépublicaine d'une grande partie d'entre eux, de l'intimité de leurs rapports religieux avec les sectaires et l'influence morale qu'ils exercent ».

Elle lavait ensuite l'administration centrale du reproche d'indélicatesse à propos des contributions et elle se terminait ainsi : « Français reconquis à la liberté que des traîtres veulent encore vous ravir, le Directoire vous fait entendre sa voix paternelle. Il ne vous parle que de vos intérêts personnels parce que lui-même n'en a et ne peut en avoir d'autres. Mais si des prestiges vous fascinaient encore les yeux, réfléchissez un moment sur le caractère, la condition des hommes qui vous conseillent et vous font agir. Les uns ont refusé de reconnaître le gouvernement qui consacre la liberté et l'égalité parce que ce gouvernement détruisait le despotisme sacerdotal, l'intolérance des différentes religions et faisait échapper de leurs mains des biens qu'ils avaient surpris à la crédulité de leurs sectaires et avec lesquels ils vivaient dans l'oisiveté et trop souvent dans le vice et même la débauche. Les autres ont couru au dehors leur susciter des ennemis et faire nombre avec eux. Méprisés par les étrangers, battus, vaincus de toutes parts par vous, ils rentrent sous l'étendard de la contre-révolution...

« Ils vous égarent, ils vous trompent sur vos propres intérêts, au nom de la République qu'ils détestent, pour vous faire détruire vous-mêmes les autorités et les institutions républicaines qui sont votre seule sauvegarde contre leur malveillance.

« Repoussez de votre sein les apôtres et les esclaves du despotisme, ralliez-vous aux autorités constituées de votre département, dénoncez celles qui trahissent la justice et les lois et bientôt, soyez-en sûrs, vous verrez renaître parmi vous la tranquillité et le bonheur et vous recevrez de la mère-patrie les secours qui peuvent vous les assurer ! »



Cette proclamation beaucoup trop longue n'eut pas le temps de voir le jour. Le général Vaubois qui venait de recevoir deux contingents de troupes de renfort s'était enfin décidé à agir. Formant deux colonnes, il en dirige une sur Borgu qui est réoccupé sans combat. De là, il fait marcher une troupe d'un millier d'hommes sur le Nebbiu et une autre, forte de 680 hommes grossie des réfugiés corses volontaires, dont il a pris lui-même le commandement, sur la Casinca. Les révoltés essaient de lui disputer le passage du Golu, mais ils sont dispersés après une courte bataille. Dans le Vescovatu où la rébellion n'a pu faire de progrès, la population l'accueille avec enthousiasme et déjà nombre de rebelles changent de camp. Un instant pourtant, il semble qu'ils reprennent avantage. Dans un brusque retour offensif, ils s'emparent de la Porta d'Ampugnani, mais ce n'est qu'un sursaut avant la catastrophe inévitable. Vaubois cerne le village. A travers une vive fusillade les insurgés tentent de s'échapper. La plupart sont pris et parmi eux celui dont ils ont fait leur chef, le vieux général Giafferri.

Les deux colonnes républicaines ayant fait leur jonction, à Morosaglia, cinq cents hommes sont envoyés sur Corte qui a résisté vaillamment aux efforts des assiégeants. « Les braves habitants étaient aux abois, faute de vivres, écrit Arrighi, mais ils n'avaient pas cessé un instant de donner des preuves de courage et d'attachement à la République ».

Une autre partie de l'armée républicaine est entrée en Balagne où elle a donné la main à Arena. Là, de l'aveu même d'Arrighi, la répression a été rude. Un des chefs de la révolte, J. B. Giuliani a été fusillé à Monticellu, on a incendié quelques maisons de rebelles et on a forcé les habitants à payer des contributions. Arrighi regrette toutefois cette dernière forme de représailles. « On ne saurait assez sévir contre les communes rebelles, écrit-il, mais aussi la punition doit être dictée par la loi » (45).

Cette fois, la révolte est bien étouffée. S'il reste quelques bandes éparses, elles seront bientôt atteintes, dit Arrighi, et des mesures ont été prises pour empêcher leur fuite à l'étranger. Une bande, notamment, tient encore le

---

(45) Arrighi au ministre de l'Intérieur, 30 pluviôse an VI.

canton de Sorba, mais une petite colonne formée de troupes de ligne et de républicains vient l'attaquer près de Vezani et la disperse, partie vers le Liamone, partie vers le Fiumorbu après un combat qui ne dure pas moins de deux heures à la suite duquel le village est incendié « conformément à une proclamation émanée par (*sic*) le général Vaubois » (46).

Cà et là, quelques attentats auront encore lieu, comme l'assassinat du citoyen Agostini, commissaire du directoire exécutif près du canton de Seneca « républicain décidé et qu'il sera difficile de remplacer », mais ce ne sera plus que des faits isolés, sans liens véritables entre eux.



Dès le 18 pluviôse, d'ailleurs, Vaubois a jugé l'affaire terminée et il est rentré au chef-lieu, ramenant Giafferri et un certain nombre de prisonniers, capturés les armes à la main et qui doivent « subir incessamment la peine qui leur est destinée par la loi ».

« On ne saurait assez louer, écrit Arrighi au ministre de l'Intérieur, le 20 pluviôse, l'activité et la bravoure des troupes de ligne qui a été secondée par les Républicains du département. L'on doit aussi les attestations les plus élogieuses aux communes de Bastia, Corte, Calvi, l'Île Rousse, Veskovatu, Calenzana, Omessa et au canton du Nebbiu. Le Cap Corse a toujours été paisible. Le restant des communes du département a participé à la révolte ou est demeuré dans une indifférence coupable. »

Il ne restait plus maintenant qu'à appliquer aux rebelles qui avaient été pris les armes à la main « la peine qui leur était destinée par la loi » ainsi que le disait Arrighi. Vaubois, qui en savait long sur les responsabilités de chacun dans cette révolte, était enclin à la modération et même au pardon. Il fit les efforts les plus sincères pour sauver Giafferri de la peine capitale, mais Giafferri lui-même les rendit vains.

Il était allé le trouver dans sa prison et lui avait fait comprendre que s'il voulait simplement déclarer qu'il n'avait suivi les insurgés qu'en cédant à leur pression, cette déclai-

---

(46) C'est du moins Arrighi qui l'affirme. Mais nous n'avons trouvé aucune trace de cette proclamation.

ration, s'ajoutant à son grand âge, à ses infirmités et à ses anciens services, lui assurerait la vie sauve.

Mais le vieux soldat ne savait pas mentir. L'offre du général républicain lui semblait une injure à sa loyauté proverbiale. « Général, lui dit-il, la chose est toute différente. J'ai été élu par le peuple et j'ai accepté de le défendre parce que j'ai estimé que ses demandes étaient justes. Je n'ai que le regret de n'avoir pas pu faire plus pour le bien de la nation. D'ailleurs, depuis 80 ans, je suis condamné à mourir et on peut dire que j'y suis préparé ».

Vaubois ne pouvait que se retirer. Du moins lui envoyait-il un prêtre pensant, par lui, l'amener à une attitude moins intransigeante. « Etes-vous juré ou non ? » demanda Giafferri à ce prêtre. « En vérité, répondit celui-ci, j'ai juré, mais le serment n'enlève pas le pouvoir sacré. » « Dans ce cas, riposta le général, vous pouvez vous retirer, je n'ai pas besoin de votre assistance ». Et comme le prêtre insistait, il répéta : « Je vous dis de vous retirer. J'ai deux anges tutélaires qui me guident, ma religion et ma patrie, que j'aime et pour elles, je veux mourir sans trahir. »

Vaubois se montra sincèrement affligé de cette obstination qui honorait sans doute le vieillard, mais qui empêchait de le sauver. « Une carcasse comme la sienne, disait-il, avait encore le courage de braver la République en face de la mort ».

Le 10 ventôse, condamné à mort par le conseil de guerre, il était fusillé sur la place St-Nicolas.

A distance, cette mort tragique du vieux général dont le passé n'était pas sans gloire, nous émeut. Il ne semble pas qu'à l'époque elle fit une impression considérable. Arrighi, en en donnant la nouvelle à Paris, n'en parla que comme d'un évènement très naturel et sans autre importance. « Hier, un des chefs des rebelles, nommé Giafferri, qui était brigadier au service du roi de Naples, a été fusillé en exécution d'un jugement du conseil militaire ». Et c'est tout. Il ajoutait : « Les autres chefs ont pris la fuite. On prétend que quelques-uns se sont embarqués. » Et cela lui permettait de conclure avec satisfaction : « Il est doux pour moi, citoyen ministre, de vous annoncer que la tranquillité s'affermir tous les jours dans ce département » (47).

Quant à Vaubois qui avait eu raison de cette révolte, un

peu à son corps défendant, il ne survécut pas — politiquement s'entend — à sa victoire. Les plaintes de l'administration centrale du département, jointes à celles d'Arnighi qui, sur ce point, se trouvait d'accord avec elle, eurent raison du chef militaire de la Corse, jugé trop tiède républicain. Quelques jours après sa rentrée à Bastia, il apprenait son rappel et était remplacé par le général Ambert.

Ainsi se terminait cette révolte de la « *Crocetta* », qui fut comme le dernier sursaut de la liberté corse. Encore même, n'eut-elle jamais le caractère d'un mouvement national. Seul le sentiment religieux l'anima et, si profond qu'il fut en Corse à cette époque, il n'était pas assez puissant pour soulever le pays entier. L'autorité des chefs qui avaient provoqué le mouvement ne dépassait pas d'ailleurs les limites des villages où, justement considérés, ils vivaient paisiblement. Aucun d'entre eux n'avait l'envergure ou l'autorité nécessaires pour s'imposer aux révoltés des pièves voisines, et pour donner à la rébellion l'unité et la cohésion indispensables. Giafferri lui-même avait pu, par noblesse d'âme au moment de la défaite, revendiquer pour lui cette autorité suprême qui faisait de lui le chef responsable et la victime, jamais, en vérité, il n'avait été « le chef ».

Et puis, eussent-ils été victorieux, que les révoltés de la « *Crocetta* » auraient sans doute été fort embarrassés de leur victoire. Ils n'avaient pas demandé autre chose que le respect de leurs croyances et la liberté de les pratiquer. Moins de deux ans après, sans heurts et sans violences, Napoléon Bonaparte leur apportait cette paix religieuse pour laquelle ils avaient vainement combattu, paix vraiment française qui, par le prestige et le rayonnement de son nom auréolé déjà de vingt victoires, scellait définitivement l'union de la Corse et de la France.

Emile FRANCESCHINI.

---

# Un projet de Mariage

## DE PASCAL PAOLI

---

Au mois de mai, l'Italie vient de célébrer, avec toute l'ardeur intense de son orgueil national, le second centenaire de la naissance de son grand poète Giuseppe Parini (22 mai 1729-15 août 1799).

Nous ne le connaissons guère en France, encore que ses œuvres aient été maintes fois traduites. Mais comme ses poèmes prennent presque toute leur valeur grâce à l'incomparable sonorité de la langue italienne, quand ils sont transposés dans notre langue et perdent leur cadence et leurs rimes, nous pouvons encore admirer la profondeur des sentiments, la fraîcheur des images et la noblesse des idées, mais la parure du style leur manque.

Cependant, l'événement n'est point passé inaperçu chez nous. En commentant ce « centenaire symbolique » dans le *Figaro*, M. d'Ondes dell'Alvano, avec une élégante érudition, mit en lumière les raisons que nos voisins ont de commémorer aujourd'hui le poète inspiré et prophétique qui a puissamment contribué, tel un aède national, à exalter le culte de l'Italianité.

Aussi bien, Giuseppe Parini n'a pas été seulement un poète, il fut aussi journaliste — peut-être vaudrait-il mieux dire gazetier — et son ambition fut de devenir professeur, après avoir été précepteur. Ajoutons qu'il était dans les ordres.

La publication de ses poèmes, le *Giorno*, le *Mezzogiorno*, lui avait valu une telle notoriété que la chaire d'éloquence de l'Université de Parme lui fut offerte en 1766 et il l'eût volontiers acceptée, si le comte Charles de Firmian, ministre du gouvernement autrichien en Lombardie et le comte Joseph de Wilzeck, membre du Conseil suprême d'économie à Milan, qui se proposaient de réorganiser les études supérieures en Lombardie, ne lui avaient fait espérer qu'il obtiendrait à Milan même, dans sa patrie, une chaire qui, à vrai dire, se fit longtemps attendre.

Entre temps, le comte de Firmian résolut de lui confier la direction et la rédaction d'un nouveau journal, la *Gazzetta di Milano*, que Parini assumait pendant toute l'année 1769 et qui était publiée tous les mercredis.

Il la rédigeait en entier : il traduisait ou mettait sous forme de correspondances les nouvelles qui lui parvenaient des principales villes d'Italie et de l'étranger ou que lui communiquait l'ambassadeur autrichien ; il y ajoutait de son crû la chronique milanaise.

En tête du premier exemplaire s'étalait l'aigle à deux têtes impériale. Mais elle disparut dès le second numéro et fut remplacée par un motif artistique qui représentait deux amours et une aigle diminuée, flanquant un écusson où se lisait cette devise : « *Medio tutissimus ibis* », « Tu auras entière sécurité en cheminant au milieu », maxime évidemment inspirée par l'esprit sage et modéré du poète « qui savait mettre en harmonie son filial respect pour la tradition avec un ardent amour du progrès ».

La *Gazzetta* était un recueil de nouvelles de seconde main, fort variées, abondamment délayées. Parini y manifestait ses opinions et ses sentiments personnels, par quoi il se mêlait au mouvement philosophique et humanitaire de l'heure. « La paix, les livres, l'éducation, les exemples et l'intérêt propre affermissent chaque jour, disait-il, les bonnes intentions des souverains de l'Europe en vue d'assurer le bonheur et la tranquillité de leurs sujets ». C'était donc un officieux, mais qui, sous la domination autrichienne, demeurait Italien, patriote et libéral.

★★

Mais voici qui nous intéresse davantage.

Parini ne cessait de renseigner ses lecteurs sur les dernières phases de la lutte que les Corses, commandés par Pascal Paoli, avaient soutenue contre les Français pour conquérir leur indépendance et de témoigner sa vivace sympathie au héros corse. Il écrivit même vers 1769 un rapport qui demeura, paraît-il, inachevé et intitulé : « Rapport public ou proclamation au nom de Pascal Paoli, général des Corses ». L'un de ses biographes atteste qu'il était digne de se faire l'interprète des idées de Paoli.

Dans son numéro du 23 août, Parini, entre autres choses sur Paoli, racontait ceci : « Il se pourrait que le Général des Corses vécût à Londres incognito et qu'il prît pour femme une Anglaise, afin d'avoir une génération entièrement amie de la liberté. Quoiqu'il en soit, la femme à laquelle il s'unirait n'est autre que Catherine Macaulay, auteur d'une his-

toire d'Angleterre très estimée, en raison de son impartialité et des traits piquants qu'elle contient.

Ce brave Général, auquel le destin n'a pas permis d'être le libérateur de sa patrie, va donc, à ce qu'on dit, recevoir la récompense de sa constance et de ses vertus militaires entre les bras d'une héroïne qui, avec une égale ardeur, a tant écrit pour défendre la liberté britannique. L'épithalame qui inaugurerait ces illustres amours pourrait débiter ainsi : *Exoriatur aliquis nostris ex ossibus ultor* (Que de nos ossements puisse naître un vengeur !).

Catherine Sawbridge, née en 1733, était veuve de Georges Macaulay, avec lequel elle s'était mariée en 1760. Elle a non seulement écrit une histoire d'Angleterre, mais encore de nombreux ouvrages. Animée de sentiments libéraux, sinon républicains, elle s'était enthousiasmée pour Pascal Paoli. Celui-ci demeura-t-il insensible à cette inclination ou bien cette inclination fut-elle passagère ? Ce qui est certain, c'est que Paoli demeura célibataire, que lady Macaulay, en 1778, convola en secondes noces avec un Anglais beaucoup plus jeune qu'elle et que ce mariage la rendit ridicule. On s'en moqua dans le monde entier. Nous serions curieux de connaître quelles furent les relations, durant son long exil en Angleterre, de Pascal Paoli avec lady Macaulay et aussi de voir résumer toutes les notes que, dans la *Gazzetta di Milano*, Guiseppe Parini consacra à la Corse et aux Corses. M. Giulio Natali, qui a reproduit cette allusion au mariage de Pascal Paoli — ce ne fut qu'un projet, peut-être même un simple bruit — en a dépouillé les cinquante-deux numéros et l'on peut pressentir l'appoint que ces renseignements d'un contemporain, bien placé pour recevoir des nouvelles de Corse, pourraient apporter à notre histoire locale. C'est dans les mémoires et les correspondances de l'époque que l'histoire puise ses principaux éléments.

Revenons à Parini : de journaliste, il passa professeur de belles-lettres aux Ecoles palatines, puis au Gymnase de Berra. En 1796, il accueillit les Français, qui entrèrent en Italie, sous le commandement génial d'un autre Corse, comme des libérateurs. Il devint même officier municipal de l'administration française. Les Autrichiens le lui firent durement expier plus tard : mais il continua de cultiver la poésie d'*amabil rito* et elle lui fut jusqu'à ses derniers jours une douce consolatrice.

## NOUVELLES

### en quelques lignes

**Les tarifs de frêt en Corse.** — Dans cette question vitale pour la Corse et qui fait en ce moment s'agiter tous les Corses, il faut distinguer les tarifs d'importation et les tarifs d'exportation. La taxe de transport sur les farines étant maintenue au taux actuel, l'augmentation du frêt à l'importation atteindra les marchandises diverses. C'est le consommateur qui la supportera, le commerçant ayant pour principe de comprendre toutes les charges et dépenses sur son prix de revient.

Mais il n'en sera pas de même pour l'augmentation de frêt à l'exportation. Cette augmentation sera uniquement à la charge de l'exportateur, principalement de l'agriculteur envoyant ses produits sur le continent.

Déjà, l'agriculteur corse qui voulait développer son exploitation, et qui pour cela avait besoin de larges débouchés pour ses produits, tels que les places de Marseille et de Nice, avait de la peine à se tirer d'affaire, avec les charges actuelles.

On aura une idée de ces charges dans l'exemple que nous donnons ci-après d'une exportation d'amandes vertes faite récemment de Bastia à Marseille :

**Total des frais** à déduire du montant de 612 francs, pour 306 kilos nets d'amandes à 200 francs les 100 kilos (relevé certifié exact) :

Port de Bastia à Marseille.....	80 80
Manutention à Marseille.....	7 00
Pesage à Marseille.....	4 90
Renvoi d'emballages .....	3 50
Location de colis pour transvasement.....	3 50
Correspondance .....	0 50
Commission 10 %.....	61 20
<b>Total .....</b>	<b>161 40</b>

Il faut ajouter à ces frais :

Frais de cueillette .....	61 20	
Transport à qual.....	30 00	
		113 55
Déchet 3 %.....	18 35	
Encaissement .....	4 00	
<b>Total des frais.....</b>	<b>274 95</b>	

Les frais de culture, s'il y en a, les intérêts du capital-terrain et le montant des impôts divers ne sont pas portés en compte.

Ainsi, les 612 francs d'amandes vendues se trouvent réduits, très approximativement, à la moitié, c'est-à-dire que l'agriculteur doit se contenter de gagner deux fois moins à peu près que l'agriculteur du continent.

Il en est de même pour les pois et les artichauts qui s'exportent

si abondamment par le port de Bastia, ainsi que pour tous les produits agricoles.

Nous affirmons que nos agriculteurs seront peu encouragés à poursuivre leurs efforts avec les charges actuelles. Que sera-ce avec l'augmentation de ces charges ? Autant dire que l'exportation des produits du sol corse sera interdite, et que notre agriculture sera définitivement ruinée.

Au nom des intérêts de cette agriculture qui nous est si nécessaire, nous protestons énergiquement contre toute augmentation de tarifs à l'exportation des produits du sol. La Corse voudrait vivre. On prépare sa mort.

Ce petit article exprime l'opinion d'un agriculteur. Celle de tous les corps constitués, conseils municipaux, groupements de conseillers généraux, sociétés amicales de Corses est la même. Tous se sont élevés contre un projet malfaisant qui transforme en question de gros sous une affaire d'importance nationale. La protestation est unanime ; la levée de boucliers est générale. Le ministre n'en a pas moins appliqué depuis le 1<sup>er</sup> juillet son projet de relèvement des frêts et taxes annexes. Aveugle qui ne voit pas que cette question lie l'autre : le relèvement des tarifs pour passagers.

La Chambre de Commerce de Bastia, avec moins d'éloquence et plus de bon sens, a mieux compris la situation en déclarant que c'est l'ensemble des tarifs de voyageurs et marchandises qui doit faire l'objet d'une nouvelle étude et qu'il y a lieu, par suite, de surseoir à l'application des nouveaux tarifs de frêt et manutention. Il est, à notre avis, relativement peu important, que l'insulaire, désireux de revoir sa petite patrie ou que le touriste attiré par le renom de la Corse paie une fois par an ou par hasard un prix exagéré pour franchir la barrière qui sépare notre département du continent, mais il est capital que le transport des marchandises, qui est quotidien, ne soit pas grevé, à l'exportation ou à l'importation, de frais excessifs. Ce faisant, on accroîtra dans une île pauvre les souffrances de la vie chère et on ruinera son agriculture, dont les produits se vendront mal et dont les cultures seront par suite abandonnées.

Nos parlementaires pourront bien envisager l'assimilation des tarifs de mer à ceux du chemin de fer, ils ne feront que demander un minimum. Nos statisticiens, de leur côté, pourront révéler que le coefficient d'augmentation va être pour nos bateaux de 8, tandis qu'il n'est pour nos transports ferrés que de 3, ils seront à côté de la question. La vraie, la seule qu'il faille en ces circonstances débattre, est la suivante : la Corse est un pays pauvre ; elle veut s'enrichir ; c'est son droit comme c'est le devoir des Français de l'aider. Un obstacle l'en empêche : les frais de transport maritime. Réduisons-les, et même, pour un certain temps, **supprimons-les**. Puisque l'Etat a voulu gérer lui-même l'entreprise qui assure nos communications, demandons à ses dirigeants de se conduire en hommes d'état, non en commerçants cupides et ignorants. Je le dis, je le répète et le répéterai sans cesse. La question corse sera résolue quand le département, trop souvent oublié parce que la mer l'isole, se trouvera soudé à la métropole. Ce n'est pas le tarif kilométrique qu'il lui faut, c'est l'abolition **momentanée** du tarif. Nos gouvernants pourront, s'ils le lisent, murmurer : « imbécile » ; mes compatriotes pourront déclarer : « impossible » ; je garderai mon idée.

Pour réveiller en Corse toute l'énergie dont les habitants sont capables, et qui suffirait, à elle seule, à mettre le pays en réelle valeur, il faut le libérer, pour un temps, des charges maritimes. Sinon, nos arrières petits-enfants discuteront encore la question corse et réclameront à la France, s'ils sont encore Français, les moyens de lutter contre leur médiocrité. M. Poincaré aurait, semble-t-il, répondu le 8 juin, à nos parlementaires qui faisaient allusion à l'Italie voisine : « La question politique n'a rien à faire ici ». Je me permettrai d'écrire respectueusement qu'il se trompe. La question corse pour la France est une question politique. Il est vrai qu'aujourd'hui M. Poincaré n'est plus ministre, mais son opinion prévaudra. Souhaitons ardemment qu'un de ses successeurs ait une vue plus large, celle d'un économiste et non d'un comptable, comme l'a écrit le **Petit Marseillais**.

**Nos chemins de fer.** — Une lettre du ministre à M. de Roccaserra, député, nous fait la promesse que la construction du chemin de fer de Solenzara à Portu-Vecchiu sera vraiment envisagée.

**Electrification.** — Celle de la Balagne est un fait accompli. Les communes qui avaient constitué le secteur et auxquelles l'île Rousse s'était tardivement ralliée, sont maintenant éclairées. Petit progrès ! Grosse conséquence ! Il en aura coûté 225.000 fr. aux communes, mais 4 millions 225.000 fr. au département et à l'Etat.

**Foire de Francardo.** — La pleine réussite de cette manifestation commerciale laisse bien augurer de l'avenir. Le concours des animaux et l'exposition des produits ont attiré beaucoup de monde. Les organisateurs ont donc raison de vouloir persévérer. Cela vaudra mieux pour la Corse que de voir toutes les énergies se consumer dans la politique.

F. T.

---

*Le Directeur Gérant,*

A. AMBROSI.

## OUVRAGES RECOMMANDÉS

---

**Géographie physique de la Corse**, par A. Ambrosi-R.; broch. in-8° de 90 pages et 43 photogravures. Etude scientifique des particularités géographiques de l'île. Prix 5 fr. La demander à l'auteur, directeur de la Revue.

**Annu Corsu**, revue du Cyrneisme, année 1929, publication dont nous n'avons pas à faire l'éloge à nos abonnés qui la connaissent certainement et dans laquelle ils trouveront de nombreux récits et poésies en dialecte. Directeurs A. Bonifacio et Paul Arrighi, professeurs. 1 brochure illustrée de 212 pages petit in-8°. Prix 9 francs franco. Chèques postaux : Marseille 189-75.

**Histoire de la Corse**, par A. Ambrosi-R., in-12 de 160 pages et 63 gravures. Chez l'auteur, place du Général-Beuret, 9, Paris-XV°, ou chez l'éditeur Jansson, successeur de Piaggi, à Bastia ; prix : 5 fr.

**Petite Géographie de la Corse**, à l'usage des écoles, par A. Ambrosi-R., in-12. 176 pages et 58 gravures. On peut la demander, comme l'Histoire, soit à l'auteur à Paris, soit à l'éditeur à Bastia.

---

**A VENDRE** : les huit premières années de la *Revue de la Corse* (1920-1928), reliées dos toile, état neuf. S'adresser au Directeur de la Revue qui mettra en relations avec le vendeur.

**BANQUE DE LA CORSE**

# **ALTIERI & NAPOLEONI**

15, Place Saint-Nicolas et 41 bis, B<sup>e</sup> Paoli, à BASTIA

## *Principales Opérations de la Banque*

Escompte et recouvrement du papier de commerce — Comptes de chèques — Compte de dépôts à préavis et à échéances — Lettres de crédit — Opérations de change — Ordres de Bourse — Souscriptions — Opérations sur titres — Garde de titres — Prêts sur titres — Encaissement de tous coupons — Garantie contre le risque de remboursement au pair et la non-vérification de tirages — Renseignements financiers, industriels et commerciaux — Surveillance de portefeuilles, etc., etc.

## LOCATION DE COFFRES-FORTS

Compartiments depuis 30 francs par an

# **“Damiani”**

**LE DÉLICIEUX VIN DU CAP CORSE AU QUINQUINA**

*Rouge ou blanc 18°*

- BASTIA** : siège social et maison principale.  
**PARIS** : bureaux et magasins d'exposition :  
139, F<sup>rs</sup> Poissonnière (Trudaine 35-97).  
**LYON** : dépôt, 70, Cours Lafayette.  
**MARSEILLE** : Impasse des Peupliers (Prado)  
**EXPORTATION** : dans l'Univers entier.

**VRAIE MARQUE**